

N°792-793
DU 26 SEPTEMBRE
AU 2 OCTOBRE 2015

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •
Razzy Hammadi
• RÉDACTRICE EN CHEF • Sarah Nafti
• PHOTOGRAPHE • Vincent Jarousseau
• MAQUETTE • Florent Chagnon
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE :
1118P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 29 000 exemplaires



UN RÉFÉRENDUM POUR L'UNITÉ

Le conseil national du Parti socialiste, qui s'est tenu samedi 19 septembre à Paris, a décidé d'organiser les 16, 17 et 18 octobre, un référendum pour l'union de la gauche. « *Nous avons décidé de nous adresser au peuple de France, au peuple de gauche parce que nous estimons trop grave la fragmentation, a expliqué Jean-Christophe Cambadélis. Nous lançons un appel aux hommes et aux femmes de gauche : aidez-nous à réaliser l'unité parce que celle-ci est nécessaire face au bloc réactionnaire.* » Face à la droitisation de la société « *nous devons être dans un rassemblement* », a-t-il ajouté. Pour le Premier secrétaire, « *le débat pour l'unité n'est pas subordonné à tel ou tel aspect programmatique* ». Ce qui est en jeu « *c'est ce que la gauche a fait depuis de très nombreuses années* » dans les régions, ce que la droite veut défaire. Le référendum se déroulera sur trois jours, avec des urnes sur les marchés de France, et un site dédié pour voter en ligne dès le vendredi. « *La bataille de l'unité ne sera pas aisée, car il faudra lutter contre les pesanteurs du passé, contre les réflexes et les prétextes d'appareils, a averti Jean-Christophe Cambadélis. Ce référendum n'est pas un coup de poker mais un coup de tocsin, pour l'unité. Il ne s'agit pas d'anticiper la défaite mais de l'empêcher, en battant la droite et l'extrême droite. Pour la gauche et pour les Français, pour la vie des gens.* »

AG
EN
DA

2 octobre 2015

*Colloque
sécurité
sociales*

21 octobre 2015

*Signature de
la déclaration
d'engagement
pour le climat*



LES INTERVENTIONS



Bien, chers camarades, permettez-moi de délivrer quelques mercis. Merci d'abord aux camarades qui ont jugé que l'initiative du Parti socialiste sur la question des réfugiés était adéquate par rapport à la situation politique. Merci d'avoir trouvé que le Parti socialiste s'était montré sur ce sujet à la hauteur des valeurs que nous défendons ensemble.

Merci d'avoir participé toutes et tous à la campagne de solidarité sous la forme des villes impliquées dans l'accueil des réfugiés. Merci enfin d'avoir jugé que nous avions en temps et en heure agi dans ce domaine. C'est un premier point qui nous rassemble et vous verrez qu'il y en a d'autres. Parce que ce que nous sommes en train de vivre, et Guillaume Bachelay avait raison de le dire, c'est une question historique. Bien sûr, on utilise souvent ce vocable, et moi aussi je l'utilise souvent mais là, nous voyons que l'Europe, comme l'a dit Emmanuel Maurel, mais le monde d'un certain point de vue est confronté à cette crise des réfugiés. La crise des réfugiés, c'est la crise de la Méditerranée. Et nous sommes dans cette Méditerranée, au bord de cette Méditerranée, nous sommes confrontés à la fois à des guerres, à des révolutions, au frottement de cultures différentes, voire de religions et le regard des socialistes doit être ou doit aller au-delà des événements, si douloureux soient-ils, il doit regarder au loin ce que nous voulons faire de cette Méditerranée au lendemain des événements que nous traversons.

Eh oui, pour y faire face, il faut stabiliser la situation. Eh oui, le président de la République, parce que c'est de lui dont il s'agit, a eu une position, mon cher Alain, équilibrée. Il a d'abord essayé de convaincre les Européens parce que ce sont ces derniers qui sont en capa-

cité d'agir, et il l'a fait dans une situation où nous savons que, dans un certain nombre de pays, on est hostile à l'accueil des réfugiés. Et nous savons qu'il y a à la fois des partis de droite qui sont hostiles mais aussi des partis sociaux-démocrates qui sont hostiles. Il était donc nécessaire d'obtenir une position solide avec Madame Merkel sur le sujet. Et il fallait aussi offrir une perspective qui soit une perspective rassurante pour l'ensemble des Européens et principalement les Français.

Et pour cela, le plan Hollande, qui n'est pas le plan Merkel, le plan Hollande, sur la question des réfugiés, a combiné plusieurs choses. D'abord, l'accueil. L'accueil dans tous les pays et la déclaration commune entre l'Allemagne, la France et l'Italie sur le nécessaire accueil des réfugiés a été un moment extrêmement important. Ensuite, le fait qu'il y ait des moyens pour les frontières de l'Europe et que l'on ne peut pas laisser des pays en difficulté économique faire face tout seuls, qu'il était de la nécessité de la solidarité européenne de faire en sorte que Frontex soit renforcé, ce qui est le cas, de faire en sorte qu'il y ait des garde-côtes dans ces pays. Et ça a déjà commencé, et nous le voyons, en Méditerranée, parce que vous n'assistez plus à la venue de réfugiés en Italie, ou beaucoup moins, et qu'il y avait là une politique commune à mener.

Et puis, la politique menée et proposée par le président de la République, et qui a été expliquée au Parlement par le Premier ministre, c'est d'essayer de constituer des hot spots, c'est-à-dire de constituer des camps qui permettent, excusez-moi le terme mais c'est de ça dont il s'agit, le tri entre ceux qui demandent l'accueil en étant réfugiés et ceux qui sont là pour des raisons économiques avec cette question des pays qui sont des pays sûrs à partir desquels on ne peut pas tenter ou essayer de venir en Europe s'installer.

Parce que la solidarité est un droit, et je l'ai dit au congrès de Poitiers, la solidarité est un droit pour tous ces réfugiés, mais l'idée de s'installer là où on veut, quand on veut, comme on veut n'est pas un droit, et il faut avoir ça en tête.

Ensuite, la décision du président de la République de reprendre à son compte une proposition qui était la nôtre, vous voyez que c'est fait des fois, et on pourrait s'en féliciter, je n'ai pas entendu beaucoup de gens s'en féliciter, d'une conférence internationale sur les réfugiés est juste. Pourquoi ? Parce qu'il faut traiter à la fois ceux qui viennent et il faut traiter les causes.

Et les causes, on les connaît, elles sont économiques pour certains, là il s'agit de migrants économiques, mais elles sont aussi, nous le savons, dues aux guerres et au développement et au déploiement des révolutions contenues ou non contenues suivant les pays. Donc nous sommes dans un paysage chaotique et le rôle des socialistes au pouvoir, c'est de gérer l'instant et de regarder devant.

Et de ce point de vue, je crois que collectivement, ce n'est pas souvent, nous pouvons accorder un satisfecit collectif au président de la République et au gouvernement sur ce sujet.

Merci aux camarades qui ont trouvé que la lettre que j'avais pu écrire aux hommes et aux femmes de gauche était une intuition politique bienvenue. Merci d'avoir trouvé que la description qui était la mienne de la situation de la gauche était frappée au coin du bon sens.

Donc voilà un deuxième sujet qui est un sujet de rassemblement. La question de l'unité est importante. Pourquoi ? Elle est même déterminante. Pourquoi ? Parce que comme vient de le dire avec force Julien Dray, nous sommes dans une situation politique où une extrême droite est là, présente, dans les sondages à près de 30 %, se préparant peut-être, je ne l'espère pas, à prendre des régions, et essayant de conquérir le pouvoir malgré les difficultés internes.

Dans notre histoire, nous socialistes, ce n'est pas rien. A chaque fois qu'un front populaire ou qu'une unité s'est construite, c'est toujours au-delà des divergences, et elles étaient nombreuses. C'est toujours par rapport au fascisme qui ne devait pas passer. Certes, ce n'est pas un parti fasciste, national-populiste, mais la xénophobie qu'il porte ruinerait la République, nous le savons tous. Mais ce que nous n'avions pas intégré ou ce que nous n'avions pas vu, même si certains s'étaient exprimés sur le sujet, c'est qu'il y aurait une espèce de fusion idéologique sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy entre l'extrême droite et la droite extrême parce qu'une partie de notre population, une partie des Français estime que la question des questions aujourd'hui, c'est la nature de la France, son histoire, et que celle-ci va être pervertie par l'islam. Il y a dans notre pays, une trentaine de pourcents sur le plan électoral, 40% peut-être, même plus, qui estiment qu'il faut faire face à cette situation. C'est la peur du grand remplacement.

Et aujourd'hui, Nicolas Sarkozy, pour gagner l'élection primaire, a décidé d'emmener sa formation politique sur ces thèses. Ne croyez pas qu'Estrosi avance tout seul ou que Ciotti avance tout seul sur les thèses qu'il défend. Quand vous regardez bien celles de Nicolas Sarkozy, ce sont exactement les mêmes, sauf qu'il fait attention aux mots qu'il prononce. Et donc nous avons une droite et une droite extrême qui constitue aujourd'hui un bloc réactionnaire. Nous le disons tous dans nos textes, quelles que soient nos sensibilités, nous avons intégré ensemble cette analyse de la situation. Eh bien, il faut en tirer un certain nombre de conclusions.

Le débat sur la nature de la gauche et de sa politique par rapport à la question du bloc de droite et de l'extrême droite n'est pas un débat nouveau. Cela a toujours été le débat dans la gauche. Et bien souvent, dans l'histoire des formations politiques de gauche, dans l'histoire de la social-démocratie, on a mis en avant, et pas simplement la social-démocratie, les désaccords, Laurent Baumel dirait secondaires, par rapport aux désaccords principaux. Et faire en sorte que ces désaccords viennent empêcher l'unité parce que l'unité doit se faire de façon organique. Jamais l'unité ne se fait de façon organique. Ça n'existe pas. Ça n'a jamais existé dans l'histoire de la gauche.

Mes chers camarades, un petit mot pour éclairer le débat entre nous : moi, je ne pense pas qu'il y ait des camarades dans notre formation politique qui se fassent l'écho des positions de Jean-Luc Mélenchon. Je ne pense pas non plus qu'il y ait des camarades qui se fassent l'écho du parti communiste, ou je ne pense pas non plus qu'il y ait dans notre formation des camarades qui se fassent l'écho des écologistes. Mais parce qu'ils ne se font pas l'écho des uns et des autres, ils doivent se faire l'écho du Parti socialiste. Et ils doivent indiquer en quoi nos partenaires, avec lesquels nous ne partageons pas un certain nombre de choses, doivent prendre en compte ce que pensent les socialistes.

Moi, ce que je regrette, non pas que nous ayons des divergences entre nous, j'y reviendrai, je ne les estime pas aussi importantes qu'on veut bien le dire. Mais ce que je regrette, c'est que le débat où tout le monde partage la même analyse sur les formations politiques, et au début de son intervention Laurent Baumel l'a dit, il a parlé du sectarisme des formations politiques de gauche autres que les nôtres, il a parlé du sectarisme des écologistes bien souvent. Eh bien, à partir du moment où nous avons ce même diagnostic ensemble, il me semble nécessaire de dire aux uns et aux autres leurs responsabilités, et personne ne peut croire que l'union serait plus facile si on était sur les positions des autres, qu'elles soient économiques ou autres. Parce que le problème, ce n'est pas la ligne politique contrairement à ce que vous croyez, c'est la position de la minorité du parti, mais ce n'est pas

“
**IL FAUT ARRÊTER LE
TÊTE-À-TÊTE AVEC LES
APPAREILS ET LES APPA-
REILLONS, ET IL FAUT
S'ADRESSER AU PEUPLE
DE GAUCHE.**

”

la position du parti communiste, du parti de gauche et des écologistes. Le désaccord est plus essentiel que ça, il ne porte pas sur telle ou telle mesure, il ne porte pas sur telle ou telle politique ou caractérisation de politique sociale libérale, je vais vous en faire la démonstration, non, il est plus ancien que cela, il ne date pas du gouvernement Hollande-Ayrault ou du gouvernement Hollande-Valls, non. Il a commencé au lendemain de l'expérience de François Mitterrand.

Et notre responsabilité à l'époque a été, Julien a raison, alors que la divergence était majeure, de lancer la perspective de la gauche plurielle et c'était impossible de se mettre d'accord avec les partis politiques, du parti communiste et du reste. Impossible. Et c'est pour cela que nous avons fait un appel de 500 personnalités à l'époque pour organiser cinq rencontres qui ont débouché sur la gauche plurielle.

Cette démarche-là, elle a visé à rassembler, mais aussi à s'adresser à l'ensemble des militants et des sympathisants pour submerger les raisons de la division, parce que, au lendemain de l'expérience de François Mitterrand, l'analyse de Jean-Luc Mélenchon, il n'en était pas encore là, encore que, l'analyse du parti communiste, l'analyse des écologistes, c'est que tant que le Parti socialiste serait hégémonique, il n'y avait pas de possibilité de l'orienter sur ce que sont leurs positions.

Et c'est ce qui s'est passé lors du 2002. Alors que nous avions, personne ne peut dire autre chose, même Jean-Luc Mélenchon disait que c'était le gouvernement le

plus à gauche de la planète, eh bien, mes chers amis, mes chers camarades, cela n'a pas empêché les formations politiques d'aller au combat et d'être émietées, et de conduire à la situation telle que nous l'avons connue en 2002. Et ceci a continué tout au long des années suivantes. La bataille de l'unité, elle est due aussi au fait que certains sont dans la différenciation pour construire leur boutique politique sous la V^e République.

Et aujourd'hui, vous croyez que, si on était dans une situation reprenant telle ou telle position encore une fois, ils seraient favorables à l'union ? Non. Parce que s'ils étaient sincèrement pour l'union, en fonction du programme ou de ce qui a été dit, il y a des régions dans lesquelles ils connaissent les responsables politiques socialistes et dont ils savent que ces responsables politiques ne partagent pas totalement la politique gouvernementale. Et de leur propre point de vue, dans un moment où il y a la possibilité du Front national de l'emporter et où les leaders dans ces régions ne sont pas à 100% sur la politique gouvernementale, s'ils étaient sincèrement pour l'unité, ils auraient fait une liste commune aux élections régionales dans le Nord/Pas-de-Calais-Picardie. Ce n'est pas leur sujet ! Leur sujet, c'est la délimitation pour construire une alternative politique parce qu'ils rêvent d'une situation à la Syriza ou à la Podemos. C'est ça leur objectif. Mais ils sont des adversaires politiques, même si nous nous retrouvons en commun dans la lutte contre la droite et l'extrême droite.

Mes chers camarades, aujourd'hui, dans la situation actuelle, moi je ne pense pas qu'il soit possible de dire que, par une inflexion programmatique, nous pourrions faciliter l'unité politique. Je vous en donne une démonstration : vous avez tous lu l'interview de Pierre Laurent dans Le Monde d'hier. Elle est formidable cette intervention. Je ne comprends pas que personne ne l'ait citée. Qu'est-ce qu'il dit ? L'ordre d'arrivée des listes de gauche au premier tour n'est pas écrit d'avance. Nous sommes d'accord. Au second tour, aucune des listes de gauche ne sera en mesure de l'emporter, seule, une région. Il faudra donc une fusion qui respecte les différentes propositions. Il parle du Front de gauche.

Il peut y avoir une différence sur notre liste entre ceux qui acceptent de participer à l'exécutif régional, c'est notre cas dit le parti communiste, et ceux qui le refusent, cette différence avec le parti de gauche était déjà assumée en 2010. A chaque fois qu'il est possible de prendre place dans un exécutif pour faire progresser les politiques publiques, je suis pour la stratégie, pour cette stratégie. Je suis pour. La stratégie du tout ou rien mènerait à la prise du pouvoir généralisé par la droite et l'extrême droite.

Ce qu'il dit, là, n'a pas nécessité pour nous, on peut le regretter, d'un changement d'axe programmatique ou d'actions du gouvernement, ou une inflexion budgétaire, c'est simplement le bon sens. Et le parti communiste serait, lui, capable de penser ça, et nous, nous poserions des conditions à la question de l'union ? Non.

Mes chers camarades et mes chers amis, aujourd'hui, et là je suis à 100 % d'accord avec Julien Dray, il faut arrêter le tête-à-tête avec les appareils et les appareils, et il faut s'adresser au peuple de gauche. Et le peuple de gauche est inconditionnellement pour l'union face à la droite et à l'extrême droite. Il ne pose aucune condition quand il s'agit de défaire ce que toutes les gauches et les écologistes ont fait, quand il s'agit de défaire ceux qui veulent défaire la République. Aucune condition.

Alors, mes chers camarades, moi je fais une proposition au Parti socialiste, je fais la proposition suivante après avoir écouté ce qu'ont dit l'ensemble des camarades, c'est que nous nous adressions directement au peuple de gauche, que nous soyons capable de le mettre en mouvement, que dans quelques semaines, disons le 18 octobre, dans toute la France, sur tous les marchés, dans toutes les circonscriptions, il y ait un référendum pour l'unité pour rassembler l'ensemble des forces de gauche dans les élections.

Oui, nous en appelons à la mobilisation de l'ensemble des forces de gauche. Oui, nous donnons la parole, chers camarades, puisque vous le demandez, nous donnons la parole au peuple de gauche pour qu'il dise réellement ce qu'il pense. Et moi je suis persuadé qu'il



sera en mouvement pour imposer cette unité, et déjà, il y a des partis qui sont prêts à y participer.

Eh bien, mes chers camarades, si nous faisons cela, nous serons dans le bon chemin pour les élections régionales. Et nous interviendrons dans la crise de fragmentation avec une grande force, et je ne doute pas que les camarades qui se félicitaient de ma lettre ouverte au parti de gauche se féliciteront de ce référendum sur l'union et sur l'unité.

Chers amis, chers camarades, je voudrais remercier tous les camarades qui sont montés à la tribune, me dressant des couronnes pour les initiatives que j'ai pu prendre sur le terrain budgétaire. Dans ma grande naïveté, je crois que tout ceci est pour aider le Premier secrétaire à convaincre le gouvernement de quitter son orientation actuelle pour venir sur l'orientation du parti. On pourrait croire, quand on lit quelques gazettes, qu'il s'agit de démasquer la nature sociale-libérale du gouvernement, mais je n'en crois rien, on m'a même comparé à une seringue. Mais chers camarades, si nous faisons ça, c'est pour avancer, et moi, je veux avancer concrètement.

Vous voulez qu'on soit dans le dialogue, le dialogue ne peut pas être univoque. Mes chers camarades, je suis quand même désolé, mais 3 milliards l'année dernière, et 2 milliards cette année sur la question des impôts, je ne me vois pas sortir de ce Conseil national en disant : le gouvernement n'a rien fait ! Le jour où l'ensemble de nos concitoyens reçoivent leur feuille d'impôt. Ils vont dire : il est dingue !

Je suis désolé, mes chers camarades, même si je suis pour une réforme, et je continuerai à l'être, de la fiscalité, même si je ne mets pas sur le même plan ces avancées et ce que nous souhaitons. Nous continuons à en discuter.

Mais mes chers camarades, je ne fais pas faire comme si le gouvernement, excusez-moi du peu, n'avait pas mis à l'étude et commencé à réaliser l'impôt à la source. Je ne vais pas dire : maintenant, ils ont mis l'impôt à la source, mais franchement, je n'y vois rien. Je ne vais pas faire comme si le gouvernement n'avait pas décidé de faire, certes je demanderai plus, n'avait pas décidé de faire ce qu'il a fait sur l'investissement public, pas 1 milliard, mais 1,5 milliard. N'oubliez pas le comité interministériel de Vesoul. Je ne vais pas faire comme si ça n'existait pas.

Donc j'enregistre, excusez cette démarche un peu syndicaliste, j'enregistre ce que le gouvernement fait. Je souligne qu'il va dans le bon sens. Et je continue à discuter. Et donc, puisque les camarades veulent que je continue la discussion, aidez-moi, dites qu'il y a des premiers pas et qu'on pourrait en faire d'autres. Vous verrez que ce sera beaucoup plus facile si nous avançons ensemble dans cette démarche.

Et puis je pense que c'est des discussions amicales, parce que c'est de ça dont il s'agit. J'ai entendu tous les camarades dire qu'il y avait une discussion amicale, c'est quand même formidable, quand on va sortir de

ce Conseil national : les socialistes sont dans une discussion amicale avec le gouvernement sur la question budgétaire. On est loin de ce qu'on entendait les autres jours, c'est parfait. Restons dans cet état d'esprit.

Mais, mes chers camarades, je voudrais terminer sur quelque chose qui me chiffonne. J'ai entendu Jérôme, et je rends grâce à son talent de vouloir s'insérer dans les contradictions de la majorité, mais quand même, sur cette histoire d'Emmanuel Macron, je me gratte la tête, je me dis : peut-être que j'ai rêvé ce matin, mais il me semble que le président de la République a parlé, que le Ministre a dit qu'il avait été trahi, c'est une chose, mais le président de la République a parlé. Alors je m'attendais à ce que les socialistes disent : bravo le président République a parlé sur le sujet, on ne touchera pas aux statuts de la fonction publique, nous sommes tous derrière le président de la République. Eh bien non !

Qu'est-ce qu'on nous dit ? On ne nous dit même pas : le président de la République a parlé, on nous dit : Macron ! Macron continue ! Mais mes camarades, vous croyez franchement que les Français sont dupes, vous pensez franchement que les Français, quand le président de la République parle, ils n'enregistrent pas ? Voilà... Nous sommes au cœur de la contradiction. Le cœur de la contradiction, c'est que, si on est dans le préalable et dans le préjugé qui vise à dire que tout ce que fait le gouvernement vient démontrer sa nature politique profonde et qu'on ne veut pas enregistrer là où le gouvernement sur ce

sujet comme sur le Code, met des garde-fous, excusez-moi, camarades, on ne peut pas lutter politiquement si on n'enregistre pas les éléments positifs sur les orientations qui sont menées par ce gouvernement.

Alors, pour terminer, je crois que nous devons mener une autre bataille, cette bataille, c'est celle de la sécurisation des parcours professionnels. Moi, je ne crois pas qu'il faut ouvrir le débat à cette étape sur la question du Code du Travail, nous ne connaissons pas encore les tenants et les aboutissants puisqu'il y a pas eu de conférence sociale et qu'il n'y a pas eu de négociations avec les partenaires sociaux. Mais par contre, là encore, nous pouvons avec les organisations syndicales qui le souhaitent, à peu près toutes, avancer sur ce sujet. Le président de la République a dit qu'il était d'accord, le Premier ministre a dit que ce serait au centre de la conférence sociale. Mais le patronat n'est pas d'accord. Alors là, nous avons une bataille identitaire où l'ensemble du Parti socialiste peut se retrouver, et il peut se retrouver avec les organisations syndicales contre le patronat qui ne veut pas. Alors moi, je vous encourage, chers amis, chers camarades, à dire que nous voulons la sécurisation des parcours professionnels, que c'est une garantie essentielle, et que c'est là-dessus que l'ensemble des socialistes se rassemblent.

Ainsi, je peux répondre positivement au salut amical de tous les camarades qui se félicitaient de mes initiatives et de mes prises de position, et je fais un serment : je vais continuer. Merci.

“
**NOUS DEVONS MENER
LA BATAILLE DE LA SÉCURISATION DES PARCOURS
PROFESSIONNELS.
C'EST UNE GARANTIE
ESSENTIELLE, ET C'EST
LA-DESSUS QUE L'ENSEMBLE DES SOCIALISTES
SE RASSEMBLENT.**
”



Merci, mes camarades.

Je voudrais revenir sur une question qui est posée. J'ai lu moi aussi, j'ai entendu, et je comprends les camarades qui expliquent la situation dans laquelle nous sommes en disant que la déception est aussi un élément de la division. Mais on ne peut pas simplement en rester là, mes camarades, parce que cette explication est trop simple. C'est une explication historique que beaucoup d'entre nous connaissons : c'est toujours la faute aux directions, les masses sont pures, il suffit simplement de changer les directions pour que tout aille mieux.

Maintenant, l'histoire nous a montré que ce n'était pas aussi simple, et elle nous a montré même souvent que, quand on changeait les directions, ça n'allait pas beaucoup mieux après du point de vue des masses. Donc je dis : attention. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas dire, mes chers camarades, qu'il y a un bloc réactionnaire qui s'est installé au cœur de la société sans mesurer les conséquences que ça a. Et de ce point de vue-là, dans la déception, le fait que la gauche ne soit pas au moins unie pour mener ce combat contre ce bloc réactionnaire est un élément de la déception. Et cette désunion n'est pas simplement de la responsabilité du Parti socialiste.

Je prends un exemple très simple : est-il normal qu'il n'y ait pas un front uni de toutes les organisations de jeunesse de ce pays ? Comme cela a existé dans les autres années, et Dieu sait si à l'époque, nous avions des divergences. Est-il normal qu'il n'y ait pas un front uni de toutes les organisations de jeunesse pour mener la bataille idéologique dans la société, et notamment dans la jeunesse, sur la question des migrants, sur la question des réfugiés, sur la question effectivement de la solidarité et de la fraternité ? Comment on change les choses si on ne commence pas par changer les états d'esprit ? Comment on change les choses si on ne mène pas la bataille idéologique ? Et comment on change les choses si la gauche n'est pas unie au moins sur ces valeurs-là, et si la première des discussions qu'il y a c'est : 24 000, ce n'est pas assez, il en faut 26 000

ou 28 000. Mais non, la question, c'est d'abord que la société française doit se repositionner idéologiquement sur ces questions-là, et que c'est à la gauche d'abord de savoir quand c'est nécessaire, au moins préserver ses valeurs essentielles et se retrouver unie. Sinon on ne pourra pas s'en sortir. Et ce qui nous guettera, ce sera effectivement une énorme déception.

Je ne vais pas monopoliser la parole, mais on en arrive à la question des régionales et de la discussion que nous avons. On est dans une situation, excusez-moi, mais dans dix ou quinze ans, quand les gens jugeront cette situation, ils se poseront la question de savoir si nous n'avions pas la gauche la plus bête du monde, la plus stupide. Nous sommes dans une situation incroyable, nous dirigeons... Je prends la région que je connais bien : la région Île-de-France. Depuis 17 ans, tous les budgets de la région Île-de-France ont été votés ensemble, écologistes, communistes, socialistes. Quand vous faites une réunion de l'exécutif de la région Île-de-France, bien malin celui qui est capable de savoir qui est le communiste ou l'écologiste ou le socialiste dans cette région. Nous avons fait les conquêtes ensemble, en discutant. Nous avons aujourd'hui un bilan que tout le monde reconnaît. Et nous allons aller à l'élection régionale en expliquant que, parce qu'on n'est pas d'accord avec la politique du gouvernement, alors nous allons donner les clés de la région Île-de-France à la droite, et au Front national qui pèsera sur la gestion de la région. Comment expliquer ça ?

Je veux bien qu'il y ait des savants politiques qui vont vous dire : tout ça, c'est la politique du gouvernement, tout ce que vous voulez. Mais le concret pour les gens, c'est que la gauche n'aura pas été capable de s'unir à un moment donné pour préserver au moins le travail qu'elle a fait ensemble. Et c'est parce qu'on sera capable de préserver ce travail ensemble et de gagner des batailles que peut-être même on pourra, à partir de là, s'écouter, se comprendre et faire les choses différemment au niveau national. Sinon, on ne peut pas s'en sortir, c'est la surenchère.

Et dans cette surenchère, vous avez un personnage qui a pris une place très particulière : le docteur ès sciences politiques, Jean-Luc Mélenchon, qui s'est trompé sur tout depuis des mois et des mois, y compris prenons l'exemple de la Grèce : c'était le partisan de Syriza. Il a été voir le président de la République en lui disant : « *Si tu aides la Grèce, j'en tiendrai compte.* » D'ailleurs, il en a tenu compte puisque, en sortant de cette entrevue, il a dit qu'il était contre voter la motion de censure.

Mais aujourd'hui, en Grèce, vous avez compris vous, avec qui est Jean-Luc Mélenchon ? Moi, toujours pas. Et j'ai même l'impression qu'il n'ose pas le dire, mais qu'il n'est plus avec Syriza. Il nous a expliqué que la social-démocratie est un astre mort, qu'il fallait faire autre chose. Eh

“ **LE CONCRET POUR LES GENS, C'EST QUE LA GAUCHE N'AURA PAS ÉTÉ CAPABLE DE S'UNIR À UN MOMENT DONNÉ POUR PRÉSERVER AU MOINS LE TRAVAIL QU'ELLE A FAIT ENSEMBLE** ”

bien non, ce n'est pas vrai, parce que sinon, il n'y aurait pas eu Corbyn au Labour, il n'y aurait pas les débats qu'il y a aujourd'hui. Cela veut dire que sa théorie, qui consiste à dire qu'il y a une nouvelle gauche qui va naître sur les bases du déclin de la fin de la gauche actuelle, est fautive, et qu'elle va entraîner toute la gauche dans une défaite historique. Et là, nous avons effectivement une responsabilité à prendre.

Et moi je le dis, et je finis là-dessus, dans les élections régionales, le moment est venu de ne pas faire simplement, comme nous avons fait dans les élections départementales, de dire : « *Il n'y a pas l'unité, c'est dommage, nous regrettons, nous attendons peut-être le deuxième tour* ». Moi, il me semble, en tout cas c'est la proposition que je fais, c'est que maintenant la bataille sur l'unité, ce n'est plus une bataille entre les groupes ou les sous-groupes de la gauche, c'est une bataille qui concerne le peuple de gauche. Nous devons prendre l'étendard de l'unité et en appeler au peuple de gauche en lui disant au moins cela : soyons capables dans les mois qui viennent, dans les deux mois qui viennent, de faire subir à la droite une défaite dans ces élections régionales. Tous les sondages le montrent : si nous arrivons à nous unir en PACA, en Nord/Pas-de-Calais et dans d'autres régions, la droite, qui aujourd'hui est dans une situation très difficile sur le plan idéologique, subira une défaite. Et ça aura évidemment un impact, y compris sur la politique nationale et sur les dynamiques qui découleront de cela, parce que nous aurons été capables de remporter ensemble cette première victoire.

Alors, c'est le rôle du Parti socialiste maintenant de le faire comme il l'a fait dans son histoire, quand il était tout seul

“
OUI IL Y A DES DIVERGENCES, OUI IL PEUT Y AVOIR DES DÉCEPTIONS MAIS SACHONS AU MOINS, QUAND L'ESSENTIEL EST EN JEU, NOUS RASSEMBLER ET NOUS DÉFENDRE.
”

à un moment donné, quand, en 78, d'autres ne voulaient pas que les socialistes et que la gauche unie gagnent les élections présidentielles de 81. Maintenant, c'est au peuple de gauche de prendre la parole à nos côtés. On peut être en désaccord sur beaucoup de choses, et moi aussi j'ai des choses à dire, y compris sur les déclarations de tel ou tel ministre, mais quand on a travaillé 17 ans pour permettre à la région Île-de-France d'être en pointe, notamment sur le pass Navigo, on va dire quoi ? Que ça n'a servi à rien, tout ça n'a pas d'importance, parce que, vous comprenez, nous ne sommes pas d'accord avec la déclaration du ministre ? Mais comment vous croyez que le peuple de gauche, lui, peut comprendre tout ça ? Comment vous croyez que les nouvelles

générations peuvent comprendre tout ça ? Comment elles peuvent être attirées par ce que nous sommes si nous ne sommes pas capables, sur les questions essentielles, de nous rassembler, et à un moment donné, de montrer que nous avançons ?

Donc je le dis, et je conclus là-dessus, le moment est venu, y compris dans cette campagne, de changer de braquet, de dire à nos militantes, à nos militants, mais à tous ceux qui sont autour de nous : oui il y a des divergences, oui il y a des différences, oui on peut avoir des déceptions, mais au moins, parce que c'est ça la grande leçon de l'histoire, sachons, quand l'essentiel est en jeu, nous rassembler et nous défendre. Et je ne doute pas, moi, que si on fait ça, ça peut changer beaucoup de choses dans le débat politique et dans la mobilisation politique.



Je vais présenter un nouvel outil de communication, le nouveau site du Parti socialiste qui, dans sa première version, est orienté en direction exclusive-ment, sur la social-écologie : <http://social-ecologie.parti-socialiste.fr/>.

RAZZY HAMMADI

Alors, une présentation brève, une présentation courte, une présentation en tout cas politique, parce que vous aurez l'occasion d'explorer ce site, d'en voir l'ensemble des modalités, l'ensemble des innovations technologiques qui lui sont permises, qui en fait un site très en avance sur son temps, comparé à l'ensemble des grands partis politiques de ce pays.

Trois termes permettent de le décrire très simplement : comprendre, débattre et agir. Ce site est exclusivement structuré autour d'une colonne vertébrale qui comporte ces trois articulations : comprendre, débattre et agir.

Comprendre à travers un ensemble d'outils nouveaux, d'argumentation, d'explication, en un mot d'armement, avec un certain nombre d'outils, à chaque fois construits avec une préoccupation première : qu'ils soient adaptés à l'interlocuteur qui souhaite les consulter.

Les argumentaires vidéo de cette section -dix minutes pour comprendre- ont deux particularités importantes : la première, c'est que ces dix minutes pour comprendre de façon synthétique une thématique illustrent ce que Laurent Cervoni, SN aux réseaux sociaux, porte depuis des semaines, ce qu'on appelle en terme un peu barbare, les MOOC (cours en ligne). Ils vous permettent, à vous camarades, dans vos sections, d'avoir des supports vidéo qui, en dix minutes, vont à l'essentiel pour saisir l'ensemble des données d'un débat d'actualité, d'un débat de fond, d'une polémique. Ils donnent à voir et à entendre des débats qui sont ceux que les chaînes de télévision en continu peuvent reprendre, mais aussi, qui permettent de répondre à des dossiers, par exemple, beaucoup plus importants et qui nous permettent d'anticiper les lois à venir à l'assemblée, les positions des groupes parlementaires ou telles ou telles mesures sur le territoire.

La deuxième spécificité de ces outils, c'est qu'ils sont animés pour leur grande partie, comme c'est le cas dans la version que vous pouvez consulter dès aujourd'hui, par des personnalités de la société civile. Ainsi, dans cette première version, les personnalités sont celles de Greenpeace, celles des grandes associations environnementalistes qui, à travers dix minutes, ont décidé de participer à cette action militante qui consiste à accompagner sur leur site Internet les socialistes, à la fois pour faire comprendre, sensibiliser, argumenter et partager la priorité du moment : la social-écologie et donc la COP 21.

Ce site est également un lieu de débat avec les citoyens, les citoyennes, mais aussi les grandes organisations syndicales et associatives de ce pays. C'est ainsi qu'a été construit ce site avec plusieurs portes d'entrée. D'ailleurs, vous pourrez voir qu'il s'adapte à l'ensemble des tablettes numériques et des téléphones, ça n'était pas le cas, ça l'est maintenant. Il s'adapte finalement à chacun des interlocuteurs qui veut entrer en contact avec le Parti socialiste. Le rubricage est aussi dans l'esprit de la convention du 13 décembre sur la rénovation, et permet à des militants, à des citoyens, des citoyennes, à des responsables, de nous suivre, de nous accompagner pour un temps imparti, un temps limité, sur un combat en particulier.

Ce site, enfin, quand je disais agir, est un site de combat. Après comprendre, après débattre, agir : argumentaire, bannière pour les réseaux sociaux, développement d'un mur où on retrouve l'ensemble des outils sur les réseaux sociaux (Instagram, Twitter, Facebook...) organisés au travers des secrétaires nationaux, des secrétaires de section, des membres du gouvernement, et des dirigeants du parti au premier rang desquels le Premier secrétaire.

Ce site donne la possibilité à chaque étape de rejoindre le Parti socialiste, d'essayer de comprendre, et puis, finalement, si on a envie d'aller plus loin,

devenir un militant du Parti socialiste qui contribue à son orientation. D'ailleurs, il est nourri, ce site, et je salue Guillaume Bachelay, par les Etats généraux du Parti socialiste, qui ont connu un chiffre record de contributions écrites. Toute la rubrique « Venez débattre avec nous, venez nourrir l'orientation du Parti socialiste » est construite sur le même esprit.

Je vais conclure sur deux éléments. Vous avez ici, la première version du site qui est déjà consultable, et vous pouvez la faire vivre, car c'est ça l'objectif de ce nouveau site Internet, qui se nourrit, je le redis encore, de ce qu'ont été les conclusions de la convention du 13 décembre pour la rénovation.

Et c'est pour ça qu'il intègrera, dès le courant octobre, quatre éléments majeurs, ce fameux espace militant où il n'y aura plus besoin d'attendre, tout le monde connaît ça, le retour de mail de son responsable pour savoir si on est à jour, quand on va recevoir sa carte, l'état de nos cotisations. Tout sera présent sur cet espace dédié à l'utilisateur qui est le militant : l'ensemble de ses agendas, l'ensemble des consultations qui ont pu être les siennes sur le site pour définir aussi des profils qui, à terme, nous permettront de cibler de manière efficace ceux que

nous devons mobiliser plus que les autres dans le cadre des campagnes du parti. Il y a les six forums que nous souhaitons lancer, qui viendront encore vertébrer et structurer ce site et puis des espaces de partage pour l'ensemble des secrétaires nationaux et pour l'ensemble des projets qui seront lancés.

Alors, deux messages pour terminer. Remercier chaleureusement tous ceux qui ont contribué à la construction de ce site Internet. Deuxième message : saluer bien évidemment Laurent Cervoni, qui travaille avec moi sur ces grands domaines de la communication, et lui particulièrement sur les réseaux sociaux. Parce que ce site ne sera une réussite et un succès que si véritablement, d'une, vous vous en saisissez et le faites vivre, de deux, si autour de vous, dans vos territoires, vous participez à la belle alliance en faisant intervenir sur ce site ces partenaires avec lesquels vous faites un bout de chemin, avec lesquels vous partagez des combats qui sont des associatifs, des syndicalistes, et avec lesquels, quelquefois, par les réunions publiques, un tract commun, un communiqué commun, on se dit : mais que peut-on faire ensemble, là tout de suite, à court terme ? Eh bien, ce que l'on va pouvoir faire ensemble, c'est faire vivre leurs contributions, leur apport, en quelque sorte leur compagnonnage à nos côtés pour cheminer vers la belle alliance, à travers ce site Internet qui a été dédié à cela. Je vous remercie.

“
CE SITE EST ÉGALEMENT
UN LIEU DE DÉBAT AVEC
LES CITOYENS, LES CI-
TOYENNES, MAIS AUSSI
LES GRANDES ORGANI-
SATIONS SYNDICALES ET
ASSOCIATIVES DU PAYS.
”



Mes camarades, notre époque va ainsi, et nous parfois avec elle, que l'instant occulte ce qu'il contient d'histoire. Or, depuis trois mois que notre dernier Conseil national s'est déroulé, l'histoire semble s'être accélérée. L'histoire de la planète s'accélère avec l'été le plus chaud depuis 1880, l'histoire du monde avec une avancée majeure sur le nucléaire uranium, mais aussi tellement de tragédies liées aux conflits, au terrorisme, au Yémen, en Érythrée, en Afghanistan, en Irak, en Syrie. Et il y a aussi les secousses économiques en Chine, sociales, politiques au Liban, et pas seulement.

L'histoire de l'Europe aussi s'accélère. Elle est face à des questions essentielles, et même existentielles, et elle peine, c'est un euphémisme, à se montrer volontaire et solidaire. On l'a vu, au mois de juillet, avec la Grèce, et on le voit hélas, actuellement, avec le drame des réfugiés. Dans l'histoire, la France fait entendre sa voix et ses choix, notre économie retrouve de la force, les capacités d'investissement des entreprises, notamment industrielles, se redressent, les exportations sont en hausse, 45 000 emplois ont été créés au cours des neuf derniers mois. Ce sont des signes encourageants, même s'ils ne sont pas encore tous déterminants, notamment sur le front du chômage.

Si l'économie va mieux, Jean-Christophe le disait à l'université d'été, la politique va mal, sous l'effet de la banalisation de l'extrême-droite, de la droitisation de la droite, de la fragmentation de la gauche, alors que 80 jours nous séparent du premier tour des élections régionales, et que dans le pays comme sur le continent, la bataille pour l'hégémonie culturelle est engagée pour décider quelle vision du monde et de la vie collective, de la société, doit orienter le présent et le futur.

Les lignes Maginot ou les lignes d'horizon ? La nostalgie ou l'innovation ? Le chacun pour soi, le chacun chez soi, ou au contraire la fraternité laïque ? Bref, la réaction ou le progrès ? Cette bataille idéologique, politique, elle est engagée et elle sera dure. Elle va

durer. Voilà ce qui est déjà l'instant et voilà ce qui est déjà l'histoire. Voilà pourquoi les socialistes, à tous les échelons de la responsabilité publique, s'engagent pour des valeurs parce que, quand on n'impose pas ses valeurs, d'autres imposent les leurs, pour la croissance durable, pour le contrat social, pour le sursaut de l'Europe, pour l'unité de la gauche et des écologistes. Voilà pourquoi le rapport d'activités du secrétariat national est un rapport d'action. Oui, nous agissons, militants, élus socialistes, et d'abord pour répondre au drame des réfugiés et à la plus grave crise migratoire depuis 1945. Notre politique, avec conscience, avec constance, c'est la solidarité organisée. C'est la main tendue, d'abord, avant tout, aux femmes, aux hommes, aux enfants menacés d'une mort certaine. Mais agir consiste à transformer un sentiment humaniste en action d'humanité.

C'est pourquoi le Premier secrétaire et le président de la FNESR, Pierre Cohen, ont souhaité que se mette en place un réseau des villes solidaires pour l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Un rassemblement de ce collectif de villes et de village s'est tenu au Cirque d'hiver le 8 septembre. Y ont participé des maires, la maire de Paris, des maires de grandes villes, des maires du périurbain, des maires de communes rurales, et ensemble, avec les responsables d'association qui étaient présents, ils ont dit à la fois les valeurs qui les guident et les moyens pratiques, pragmatiques, qu'ils mobilisent pour tout simplement accueillir, accompagner, inclure dignement et efficacement.

La veille, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, dont nous saluons à ce Conseil national les paroles et l'action, s'était rendu devant notre bureau national pour échanger sur cette dimension concrète de l'accueil, qui a été au cœur, quelques jours plus tard, de la réunion à Paris avec 700 maires de France. Notre action socialiste, elle est aussi européenne. Le parti a relayé l'action du chef de l'État et du gouvernement auprès des Français, bien sûr, mais également auprès de nos partenaires européens pour un plan global, cohérent, juste, qui conjugue humanité et responsabilité, respect des personnes, respect du droit, respect des règles. Le Premier ministre y est revenu précisément il y a quelques jours lors du débat sur ce sujet à l'Assemblée nationale.

Dans nos expressions, celles de nos porte-parole notamment, nous avons dit à chaque fois une conviction : en Europe, il ne peut pas y avoir de solidarité à la carte ni de manquement d'un État aux valeurs de l'Union. C'est pourquoi nous avons condamné avant-hier encore, nous le refaisons aujourd'hui avec force, avec solennité, avec fermeté, les murs de barbelés que le régime d'Orban érige en Hongrie contre les migrants.

Le temps est venu pour l'Europe de rappeler au monde, et peut-être d'abord de se rappeler à elle-même qu'elle n'est pas seulement un grand marché,

mais qu'elle est une grande idée, qu'elle n'est pas seulement une construction économique, mais une construction morale et politique.

Alors, face à un défi migratoire global, les solutions doivent être internationales. C'est pourquoi nous avons plaidé, c'était au congrès de Poitiers, pour une conférence mondiale sur les réfugiés, et nous nous réjouissons que le président de la République, lors de sa conférence de presse le 7 septembre, ait affirmé la volonté de la France d'accueillir, d'organiser à Paris un tel sommet face à ces enjeux ; sur ces enjeux républicains, des enjeux européens, des enjeux tout simplement humains, les socialistes agissent et continueront d'agir.

J'ai parlé d'action, j'ai parlé d'Europe, je veux parler de la Grèce, non pas des élections de demain, mais de notre refus, c'était au début de l'été, de la mise à l'écart hors de la zone Euro d'un des États membres, expulsion, exclusion, voulue par certains au sein de la droite française et conçue par beaucoup, parmi les conservateurs européens.

Résolution du bureau national, c'était le 29 juin, appel solennel du Premier secrétaire, à Sigmar Gabriel, et au PSE, c'était le 12 juillet, notre mobilisation a été totale. Totale pourquoi ? Totale contre la tentation ou la tentative dont les conséquences pour le peuple grec et l'Europe, tentation ou tentative du Grexit, aurait été évidemment financière, économique, sociale, mais au moins autant, et peut-être d'abord, géopolitique, car la géographie fait que la Grèce se trouve précisément sur ce qu'on appelle l'arc des crises. Le 13 juillet, et l'engagement de la France et du président de la République ont été décisifs, un accord a été trouvé qui, dans des conditions difficiles pour le peuple grec, conjugue à la fois le soutien financier à la Grèce et des réformes pour moderniser l'économie, l'administration, notamment fiscale, le gouvernement de Tsipras s'est résolument engagé sur ce chantier. S'y ajoute la perspective, c'est la position constante du Parti socialiste, d'un traitement de la dette grecque pour la rendre soutenable.

L'agenda international, c'est aussi de façon centrale, de façon vitale, la conférence de Paris sur le climat. Nous avons, lors de notre université d'été qui a rassemblé 4 000 participants, d'abord placé nos débats sous le signe de la social-écologie, désormais, au cœur de notre identité socialiste, Razy rappelait les États généraux. Y ont participé les principaux dirigeants des formations de gauche, écologie citoyenne, des scientifiques, des ONG, des syndicalistes, des élus locaux, et Laurent Fabius a rappelé l'enjeu de la COP 21. Voulons-nous, nous humanité, que la planète reste vivable ? C'est ça, la question du sommet de Paris. Le parti va continuer de s'engager, et les 21 et 22 octobre, en lien notamment avec le PSE, nous réunirons les leaders sociaux-démocrates et progressistes pour mobiliser, pour continuer de sensibiliser, pour proposer, et notre Premier secrétaire a convié l'ensemble de ces leaders, et parmi eux

le nouveau leader du Labour, Jeremy Corbyn, dont le parti a salué l'élection à l'issue des primaires.

Notre engagement international et européen est permanent. Le rapport écrit qui vous a été remis tout à l'heure à l'entrée de ce Conseil national en porte témoignage, et il va continuer à animer nos débats dans les semaines et les mois qui viennent. Je pense en particulier aux travaux des deux groupes de travail, celui qu'anime Maurice Braud sur le terrorisme et État islamique, sur Daech, et celui qu'anime Philip Cordery avec Pervenche Bérès sur les politiques européennes. Ils présenteront leurs travaux dans les prochaines semaines au bureau national.

Pour entraîner le monde et entraîner l'Europe, la France doit être forte. Forte de sa cohésion sociale, de sa cohésion, ce fut le cas le 11 janvier. Forte aussi par son économie et son modèle social. Et là aussi, nous agissons en solidarité avec le gouvernement, mais dans la clarté des exigences que nous adressons, nous le Parti socialiste, dans le combat commun pour l'emploi.

“ **POUR ENTRAÎNER LE MONDE ET L'EUROPE, LA FRANCE DOIT ÊTRE FORTE DE SA COHÉSION SOCIALE, DE SON ÉCONOMIE, DE SON MODÈLE SOCIAL.**

La rentrée scolaire a été un succès. Les créations de postes de professeurs se poursuivent, la formation des maîtres est rétablie, l'éducation prioritaire a été repensée cette année, et l'année prochaine, la réforme du collège entrera en vigueur.

”

Les baisses d'impôts initiées en 2014 se sont amplifiées en cette rentrée, et vont continuer l'an prochain. Les efforts produisent des effets, notamment pour les ménages modestes qui se voient ainsi restituer du pouvoir d'achat.

Face à la crise de l'élevage, des filières agricoles qui ont marqué ces dernières semaines et ces derniers mois, le parti a contribué à proposer et aussi à expliquer les mesures gouvernementales décidées en juillet puis en septembre. Et comme pour l'éducation, pour la fiscalité, ces enjeux agricoles ont fait l'objet d'un tract et d'un kit militant adressés aux fédérations et aux sections. Un quatrième kit militant a été adressé, qui concerne la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales jusqu'au 30 septembre.

Relayer l'action collective, c'est nécessaire, et anticiper l'action des semaines et des mois qui viennent, c'est essentiel. C'est pourquoi le secrétariat national s'est réuni à La Rochelle le 27 août, en séminaire, pour définir la feuille de route des différents pôles qu'animent respectivement Christophe Borgel, Laurent Dutheil, Jean-Marc Germain, Marie-Pierre de la Gontrie, Estelle Grelier et Fabien Verdier. Le travail engagé est considérable, le suivi est hebdomadaire et même quotidien, et je veux remercier vraiment tous les secrétaires nationaux de leur implication.

Prospectives et propositions encore avec le groupe, il a travaillé au mois de juillet, sur la préparation du budget 2016. J'en ai présidé les travaux, et Jean-Marc Germain établit le rapport. Le parti enregistre avec

satisfaction l'effort du gouvernement en faveur de l'investissement public local : transition énergétique, numérique, logement dans les territoires en général, et pour les communes rurales en particulier, nous le disons en ce jour de mobilisation, dont les initiateurs devraient, pourraient commencer par rappeler les décisions antérieures à 2012 qui ont fragilisé les collectivités territoriales. Je pense à la suppression de la taxe professionnelle ou au transfert de compétences non compensées. Le sénateur-maire UMP de Troyes a été ministre du Budget si je me souviens bien, puisque lui ne s'en souvient pas.

Nous nous félicitons de la baisse des impôts qui continuera en 2016, de l'instauration du prélèvement à la source, qui étaient les propositions portées par notre parti, qui continue de militer pour une réforme fiscale.

Quant au pacte de responsabilité, nous le souhaitons mieux ciblé en direction des PME, toujours plus efficaces en matière d'emploi et d'investissement. Le parti continue de discuter avec le gouvernement, avec la seule préoccupation d'être utile à la France et aux Français.

Enfin, c'était il y a quelques jours, le 9 septembre, le rapport Combrexelle a été remis au Premier ministre, et concernant le respect des salariés et de la négociation collective, le Parti socialiste a fixé les lignes rouges : durée légale du travail, salaire minimum, contrat de travail, qui sont également celles exprimées par le président de la République et le gouvernement.

Une concertation maintenant va être organisée avec les partenaires sociaux, et notre parti, à sa place, participera au débat public ; mais, parce que c'est comme ça qu'on est sérieux, il formulera des propositions quand sera connu le détail de la réforme du droit du travail. Je rappelle que la sécurisation des parcours professionnels figure en tête des chantiers de l'égalité que nous avons adoptés et approuvés lors de notre congrès. Et à cet égard, la mise en œuvre du compte personnel d'activité, qui est une avancée sociale majeure de la législature, du quinquennat, est à nos yeux une priorité.

Mes camarades, je termine mon propos par notre mobilisation face à la droite, à l'extrême-droite, face au bloc réactionnaire. Car mes camarades, si le trimestre écoulé donne lieu à un rapport d'activités des socialistes, il suscite aussi un rapport de gravité de la droite. Grave le préprogramme, l'embryon de programme qu'a présenté Monsieur Woerth au mois d'août, durant l'été, compilation à la fois réchauffée et glaçante de 86, de 93, de 95, de 2002, de 2007, contre les plus fragiles, contre la fonction publique, contre les jeunes, et après, monsieur Sarkozy dira aux Français une fois de plus qu'il a changé, mais enfin, j'ai lu Le Parisien comme vous hier, où il conseille le Bristol plutôt que le Fouquet's, il a déjà au moins changé de palace !

Grave aussi, les camarades l'ont souligné lors de la plénière qui a été consacrée aux régionales avec les ateliers, c'était à l'université d'été, grave le projet des candidats de la droite aux élections régionales, qui tient en trois mots : défaire, démolir, déconstruire les politiques solidaires, innovantes, écologiques, durables que nous avons mises en œuvre, les régions socialistes, à direction socialiste, en direction, au service de nos habitants.

Graves aussi les propos des chefs et des sous-chefs du parti républicain conservateur, dont les mots s'extrêmisent et les idées se radicalisent.

“
**NOUS NOUS FÉLICITONS
DE LA BAISSÉ D'IMPÔTS,
DE L'INSTAURATION
DU PRÉLÈVEMENT À LA
SOURCE, QUI ÉTAIENT
DES PROPOSITIONS POR-
TÉES PAR NOTRE PARTI,
QUI CONTINUE DE MILI-
TER POUR UNE RÉFORME
FISCALE.**

”

Monsieur Estrosi parle de cinquième colonne. Monsieur Bertrand veut fusionner les ministères de l'Intérieur et de la Justice. Monsieur Nicolin, le maire de Roanne, se dit prêt à accueillir des réfugiés dans sa ville à la condition, je cite, qu'il soit bien question de réfugiés chrétiens. A droite, les propos dérivent, déraillent, dérapent. Ils sont si nombreux que le temps manque pour en faire l'inventaire exhaustif. Ils disent en tout cas une chose : ils disent l'ampleur du brouillage des repères, du rapprochement qui s'opère

aujourd'hui dans notre pays comme ailleurs dans le continent entre une partie de la droite et l'extrême-droite. En témoigne le ralliement, c'était le week-end dernier, du président des jeunes actifs, mouvement interne au parti sarkozyste, vers le Front national, Front national dont la présidente parle d'invasion barbare, dont la députée valide la thématique du grand remplacement, et dont l'un des maires à Béziers, entre autres dérapages, détourne une photo d'agence pour agiter le fantasme d'un afflux de demandeurs d'asile vers sa commune.

Dans ce contexte, en France, comme ailleurs en Europe, face aux dangers réactionnaires, il faut une alliance populaire. C'est le sens de la lettre ouverte à la gauche et aux écologistes que notre Premier secrétaire a adressée lundi dernier, 14 septembre, avec un constat, je cite : « *Le péril réactionnaire, ce défi mortifère, nous ne pourrions pas l'affronter divisés, isolés, chacun de notre côté. Si la gauche venait aujourd'hui à manquer le tournant de l'unité et donc à perdre la bataille politique, elle perdrait la bataille de la République.* » Mes camarades, l'alliance populaire est bien plus qu'une initiative, c'est une perspective, non pas un cartel, mais une alliance, mieux qu'une alliance, un alliage de nos formations avec celles et ceux qui, dans la société, syndicats, associations, ONG, citoyennes, citoyens veulent s'engager. Jean-Christophe aura l'occasion d'y revenir tout à l'heure. Mes camarades, l'histoire s'accélère, et beaucoup repose sur nous, sur nos valeurs, sur notre action, sur notre unité, et dans ce moment, il n'y a pas de place pour la pensée magique ou la pensée technique, pour les propos polémiques ou les calculs tactiques, il n'y a de place que pour la conscience historique et l'engagement politique, c'est pourquoi nous sommes socialistes et c'est pourquoi nous agissons.



Chers camarades, je voudrais intervenir sur deux sujets en cinq minutes. D'abord évidemment sur les réfugiés, et prendre une ou deux minutes pour parler quand même de ce qui se passe dans notre pays avec une mobilisation des élus et en particulier avec une volonté de l'AMF de faire que, à travers un pseudo dialogue avec les habitants, il y ait une véritable instrumentalisation contre le gouvernement et notre politique.

Alors, sur le premier, sur les réfugiés, je pense qu'il faut dire très fermement et fortement que nous avons eu raison, que nous avons le ton juste et que nous sommes dans le vrai. D'abord, parce que très rapidement, Jean-Christophe Cambadélis, avec l'aide de la FNESR, a souhaité concrétiser la mobilisation et la générosité qui existaient déjà dans ce pays, et ne pas tomber dans le piège de faire croire que nous avons réagi simplement à l'émotion et d'une image, mais des communes, des maires, des villes avaient déjà commencé à recevoir des réfugiés, et donc c'était de rendre cohérent et de rendre plus visible cette générosité.

Ensuite, ce qui est important, parce que ce débat, nous l'avons eu dans le parti, au sein du bureau national et avec une réaction du gouvernement qui me semble extrêmement importante, de faire que, non, l'accueil des réfugiés, ce n'est pas simplement de la générosité, de la solidarité, c'est une décision de l'État avec la volonté de prendre, en termes de compétences, et c'est ce qu'a fait le président de la République mais aussi le ministre de l'Intérieur quand il a réuni en une semaine 700 maires, où il a annoncé non seulement l'engagement de l'État français et donc du pays, mais aussi de montrer qu'il y avait une volonté d'accompagner, de mettre des moyens et de rappeler que le droit d'asile et l'accueil des réfugiés est un droit, avec évidemment des moyens d'État. Alors, ça s'appuie sur la mobilisation des collectivités. Là aussi, nous avons insisté entre nous, on ne

peut pas pérenniser ce mouvement si on ne s'appuie que sur les collectivités volontaires. Là aussi, ça doit être un débat à partir des préfets, pour que faire que tous les territoires, et même les récalcitrants, aient réellement une responsabilité d'accueil car cet enjeu, ce défi, qui ne s'arrêtera pas dans une sorte de feu de paille, qui sera long, qui sera compliqué, et où l'enjeu de ce que nous avons lancé sera crédible, et une réussite s'il se réussit dans le temps.

Alors, évidemment, ça nécessite d'avoir aussi le troisième étage, c'est-à-dire les citoyens, les habitants de notre pays et les associations, et peut-être même accompagner et regarder un certain nombre d'associations qui se battent trop souvent seules sur la notion de réfugiés ou d'immigration et d'être un peu plus attentifs à leur action ; mais surtout, et c'est là où je crois que nous avons fort à faire, et je ne suis pas d'accord avec certains qui pensent que ce problème-là est mineur par rapport à d'autres préoccupations. N'essayons pas de donner une voie royale à ce que peut dire l'extrême-droite ou la droite extrême, c'est un sujet, même si d'autres sont évidemment importants et majeurs, ce sujet est important parce que nous avons perdu depuis 35 ans la bataille idéologique de l'immigration. Nous l'avons perdue avec évidemment le non au vote des immigrés dans nos collectivités locales, mais avec aussi une idéologie croissante qui fait que Sarkozy a fait très fort de 2007 à 2012 pour essayer de faire que les ouvriers se divisent sur la place des étrangers et des immigrés dans notre pays.

Donc, nous avons l'occasion là de relever un défi culturel, un défi idéologique, et évidemment un défi politique.

Le deuxième point, c'est la mobilisation de l'AMF autour de cette journée du 19 septembre. Avec Jean-Christophe Cambadélis, nous avons signé un courrier pour montrer la position du Parti socialiste et des élus socialistes. Attention, ils essaient de faire ce que nous avons réussi à faire en 2011. En 2011, contre la loi, contre la réforme territoriale de Sarkozy, nous avons réussi un grand mouvement en mobilisant les élus, qui ne se sont pas arrêtés qu'au moment de l'AMF ou d'un congrès, mais qui a été jusqu'à l'élection de 2012 où un grand nombre d'élus ont considéré qu'il y avait un détricotage du territoire. Aujourd'hui, il y a un vrai enjeu autour de la réforme territoriale. Certes, elle ne s'est pas passée sereinement, certes elle n'a pas été simple, certes elle est parfois illisible ou même nous sommes divisés. Mais là où nous ne devons pas être divisés, c'est que quand Baroin, avec l'AMF, instrumentalise le vrai problème qui se pose aux collectivités à cause de la diminution de la dotation des collectivités territoriales de la part de l'État, il ne faut absolument pas rentrer dans le jeu

“ **L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS, CE N'EST PAS SIMPLEMENT DE LA GÉNÉROSITÉ, DE LA SOLIDARITÉ, C'EST UNE DÉCISION DE L'ÉTAT, AVEC LA VOLONTÉ D'ACCOMPAGNER, DE METTRE DES MOYENS.** ”

de cette instrumentalisation et de cette mobilisation. Par contre, et je tiens à le dire, et je conclus là-dessus, et nous l'avons dit au congrès, moi en personne, nous l'avons dit à La Rochelle, nous le disons régulièrement, et c'est vrai qu'il y a un dialogue, et même dans le texte du 27 juillet voté au bureau national, il y a un vrai défi : aujourd'hui, on ne peut pas continuer sans avoir un dialogue constructif sur ce que représentent les collectivités, et en particulier sur la façon dont les dotations donnent une restriction qui

va jusque, et pas seulement à l'investissement, mais aussi jusqu'aux services publics que nous avons construits pendant 35 ans, des services publics de proximité qui sont parfois une véritable substitution à ce que l'État n'est plus capable de faire. Donc, nous avons ouvert des dialogues, nous avons eu des réponses, mais nous avons à continuer parce que, aujourd'hui, même si un certain nombre de gestes ont été faits, il y a encore à faire.



YANN GALUT

Mes chers camarades, je crois que nous avons un problème de méthode. J'ai été destinataire, comme certains d'entre vous, d'un texte qui m'a été présenté, qui nous a été présenté comme une contribution à ce Conseil national. Ce texte reprend l'orientation que tu as développée à l'instant, cher Guillaume, et je pensais donc que ce texte qui nous a été envoyé hier par mail à quelques-uns d'entre nous serait le texte dont nous allons débattre. Et là, il semblerait que ce texte ait évolué dans les dernières minutes et que ce ne soit plus qu'une contribution du Premier secrétaire. Donc, j'ai un peu de mal à comprendre si nous allons débattre et si nous allons voter sur cette résolution qui est parvenue à certains d'entre nous et qui reprend une grande partie de tes propos.

Et sur ce texte-là, la motion La Fabrique, que je représente maintenant pour quelques minutes, il y avait un problème de méthode tant sur le fond quelque part que sur la forme.

La première partie, que tu as développée, cher Guil-

laume, et qui se retrouve dans ce texte, nous l'approuvons, bien entendu. Et je tiens à saluer la prise de position du Parti socialiste et de Jean-Christophe Cambadélis depuis maintenant quelques jours après la Rochelle sur la position des réfugiés. Les prises de position de notre parti font honneur à la gauche, et tu as eu raison, Jean-Christophe, de te lancer dans cette bataille qui est emblématique pour nous, tant sur les valeurs que sur le fond. On peut regretter peut-être que l'université d'été n'ait pas consacré une grande partie à cette question-là, mais mieux vaut tard que jamais. Et nous tenons à saluer les initiatives qui ont été les tiennes, le grand rassemblement que nous avons eu à Paris dernièrement, et la prise de position qui est celle du Parti socialiste en rappelant que, à la Fabrique, nous avons fait une résolution que nous avons présentée, que Nicolas Brienne a présentée au bureau national en notre nom il y a quelques jours, qui souhaitait aller peut-être plus loin et poser la question des accords de Dublin, mais actuellement, le Parti socialiste doit être uni, et il est uni sur la position du Premier secrétaire sur cette question-là.

Ce qui moi me posait problème, cher Jean-Christophe, dans le texte qui nous est parvenu, c'est, je dirais après, le mélange des genres et le fait que, pour faire avancer dans une autre orientation, nous nous retrouvions avec le fait que nous parlions des réfugiés, des élections avec nos partenaires d'Europe Écologie Les Verts, que nous parlions des collectivités locales et de leur financement, et surtout de la problématique budgétaire telle qu'elle a été présentée par Guillaume.

Et là, mes chers camarades, nous avons un problème de méthode. Je crois que nous devons reconnaître que la motion A a gagné le congrès sur son orientation politique, et qu'une partie de cette orientation politique était liée à la réorientation du pacte de responsabilité. Et cette question-là, mes chers camarades, a été, après le congrès, débattue au sein de notre parti, au sein d'une commission nationale qui a été présidée par Jean-Marc Germain, qui a fait que toutes les sensibilités du parti se sont retrouvées dans cette commission nationale, et qui nous a amenés à voter à l'unanimité avec quelques abstentions, le 27 juillet dernier, un memorandum qui pose claire-

ment la volonté du Parti socialiste non seulement de dialoguer avec le gouvernement et c'est une bonne chose, mais qui fait des propositions très concrètes de réorientation du pacte de responsabilité sur des sommes qui ne sont pas négligeables et qui n'ont rien à voir avec ce que le gouvernement a annoncé, puisqu'on ne parle pas de 2 milliards, mais de 14 milliards.

Et là, dans le texte qui nous a été soumis il y a quelques heures, il n'y avait pas cette orientation-là. Donc nous, nous avons un problème de méthode, donc nous voulons une clarification par rapport à cela. Nous aurions souhaité qu'à ce Conseil national, à la fois la position majoritaire du congrès portée par la motion A, mais aussi la position de l'ensemble du bureau national débattue, discutée et votée le 27 juillet soit rappelée aujourd'hui avec force devant le



Chers camarades, Jean-Christophe Cambadélis, notre premier secrétaire, nous a effectivement fait parvenir un texte, une contribution, et je voudrais saluer cette démarche qui a le mérite de repolitiser le fonctionnement de nos instances et peut-être de faire le point sur les convergences qui nous réunissent, mais aussi les divergences qui continuent de nous séparer en cette rentrée 2015.

Nous avons un point d'accord, et je voudrais le souligner en dehors du point qui vient d'être évoqué par Yann Galut, c'est l'importance que Jean-Christophe Cambadélis accorde à la question de la dispersion, de la division de la gauche. Nous sommes

Conseil national du Parti socialiste. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, cher Jean-Christophe, que nous n'allons pas continuer le dialogue avec le gouvernement parce que ça nous paraît totalement nécessaire de continuer à convaincre le gouvernement qui a pris des positions assez différentes dans son expression dernière.

Voilà ce que je voulais vous dire. Il nous semble important qu'il y ait sur cette question-là une clarification de méthode, que la parole des militants et que les textes votés aux bureaux nationaux soient respectés, et qu'on puisse en débattre au sein de notre parlement qu'est le Conseil national. Je vous remercie de votre attention.

LAURENT BAUMEL

d'accord avec le fait que c'est une question cruciale et qu'on ne peut pas la considérer comme une sorte de conséquence collatérale, une évolution générale des gauches européennes. Il n'y a pas pour nous de majorité de rechange, il n'y a pas pour nous d'alternative dans une hypothétique alliance avec d'autres forces, encore moins bien sûr dans la recherche de Front républicain avec la droite, et de ce point de vue, nous donnons acte aux premiers signataires de dire ces choses-là de façon assez claire. Mais nous avons aussi deux désaccords et l'honnêteté commande, puisque nous discutons politique, de les énoncer ici à la tribune de ce Conseil national.

Le premier désaccord porte précisément sur l'analyse des raisons de cette dispersion et des leviers que nous pourrions mobiliser pour essayer de la résoudre. Évidemment, comme tout le monde, nous regrettons que des élus qui ont gouverné ensemble des collectivités locales ne soient pas capables de défendre ensemble leur bilan devant les électeurs. Évidemment, comme tout le monde, nous voyons aussi la part de sectarisme qui peut parfois saisir nos partenaires. Mais nous considérons pour notre part qu'on ne peut pas dire que les dissensions qui sont nées au sein de la gauche en raison de la politique économique et sociale que mène le gouvernement sont des questions secondaires dans leur ampleur et secondaires au regard, cela a été redit d'une certaine manière par Guillaume, au regard de la bataille culturelle que nous devrions mener ensemble face au bloc réactionnaire constitué par la droite et l'extrême-droite. Nous ne sommes pas d'accord politiquement avec cette thèse.

D'abord, parce que, chers camarades, le basculement dans une politique massive de baisses d'impôts sans contrepartie, sans ciblage pour les entreprises, financées par des hausses de TVA que nous avons combattues sous Sarkozy et par des baisses drastiques de dotations aux collectivités locales dont

nous voyons bien qu'elles nous font perdre le crédit que nous avons historiquement gagné dans les territoires, ce n'est pas un détail. C'est une question essentielle, et d'ailleurs, le président de la République lui-même ne s'y trompe pas, qui fait à l'évidence de cette question la question majeure de son quinquennat, celle qui déterminera sa réussite ou son échec.

Et puis, nous ne sommes pas d'accord parce que nous voulons rester fidèles à la tradition intellectuelle et politique de la gauche, à la vocation de la gauche qui est toujours de mettre la question sociale au centre du débat. Et de dire que les exacerbations nationalistes et identitaires sont largement la conséquence des fractures économiques et sociales que la République n'a pas été capable de régler. Et puis, nous ne sommes pas d'accord non plus, chers camarades, parce que nous regardons les réalités électorales de la période. Nous, nous considérons que si nos élus ont perdu les élections dans beaucoup d'endroits depuis 2014, c'est parce qu'ils ont été perçus par les Français, et notamment par les couches populaires et moyennes qui avaient fait mouvement vers nous en 2012, comme les représentants locaux, malheureusement pour eux, d'un gouvernement qui, depuis le début du quinquennat, n'a pas suffisamment su répondre à leurs attentes et n'a pas suffisamment su leur donner le sentiment qu'il était là pour améliorer leurs conditions de vie matérielles et les perspectives de leurs enfants. Donc ça, c'est une divergence importante.

Et puis, nous avons une autre divergence, et Yann Galut l'a exprimée fort clairement à cette tribune avant moi, sur l'analyse qui est faite dans la contribution de Jean-Christophe, et je terminerai par là, sur l'analyse qui est faite de la nature de l'inflexion que le gouvernement vient d'apporter à sa propre politique budgétaire. Il y a eu en effet un vote extrêmement important au bureau national du 27 juillet, un vote extrêmement important parce qu'il donne, parce qu'il a donné en tout cas pendant quelques heures une lecture différente et positive de notre congrès de Poitiers, celle d'un parti réuni, celle d'un parti rassemblé autour d'une demande d'inflexion sérieuse de notre politique budgétaire, autour d'une volonté collective de reprendre en main ce quinquennat.

Je rappelle que dans ce texte du 27 juillet, nous demandions que 12 milliards d'euros soient récupérés dans les montants actuellement alloués à la politique du pacte de responsabilité, que 8 milliards d'euros soient ventilés pour les ménages, pour aller vers une véritable réforme fiscale, que 4 milliards d'euros soient réservés à la politique de dotations aux collectivités locales. Je ne vous parle pas ici des positions des frondeurs, mais des positions du Parti socialiste réuni dans son bureau national le 27 juillet.

Or, à quoi assistons-nous aujourd'hui ? Le gouvernement dit : 2 milliards d'euros pour baisser les impôts. Ce qui n'est pas une réforme fiscale, tout le monde

en conviendra, ce qui peut corriger, évidemment, la mauvaise impression que nous avons donnée au début du quinquennat, commencer à la corriger, mais ce qui n'est pas suffisant, vous l'admettez, pour engager une reconquête électorale stratégique populaire autour de cette question de l'amélioration des conditions de vie des couches populaires et moyennes.

Et puis, 1 milliard d'euros consenti pour les collectivités locales, chacun voit ici que ça ne suffira pas à calmer la colère des élus locaux, des maires, dont notre connaissance les uns et les autres du terrain devrait nous empêcher de penser qu'elle se réduit à une instrumentalisation politique de la droite.

“
NOUS PENSONS QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE ÉVOLUER LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT, LE PARTI, SA MAJORITÉ POUR LES RENDRE PLUS DIALECTIQUES, POUR EN FAIRE DES RELATIONS DE DIALOGUE.

”

Et donc, mes chers camarades, et je vais conclure comme cela, en cette rentrée 2015, nous ne pouvons pas donner notre accord, nous ne pouvons pas donner notre accord politique à ce que nous considérerions comme une reddition budgétaire du parti si nous considérons que le dialogue s'arrête là.

Donc, comme Yann Galut, je m'adresse solennellement à notre Premier secrétaire en lui demandant que le dialogue continue. Aujourd'hui, la position du

gouvernement ne peut pas terminer le dialogue entre le gouvernement et le parti. Je sais, parce que Jean-Christophe nous l'a dit dans un bureau national, que la loi d'airain de la V^e République voudrait que le parti propose mais que le gouvernement dispose. Mais nous, nous sommes en désaccord avec cette idée, nous pensons qu'il est possible, si nous le décidons collectivement, de faire évoluer les relations entre le gouvernement, le parti, sa majorité, pour les rendre plus dialectiques, pour en faire des relations de dialogue et non plus des relations de subordination hiérarchique. Nous pensons que nous le pouvons et nous pensons que nous le devons car il en va, à nos yeux, de la réussite de cette expérience de la gauche au pouvoir, de cette nouvelle expérience de la gauche au pouvoir, de la capacité que nous donnerons collectivement à faire en sorte qu'elle ne soit plus prise en otage par les milieux d'affaires et la technocratie État

Donc, cher Jean-Christophe, si dans les heures, dans les jours et dans les semaines qui viennent, tu décides de mener ce combat pour que la position du Parti socialiste soit respectée, soit entendue, tu nous trouveras à tes côtés.



Chers camarades, tout le problème qui nous est posé aujourd'hui, c'est de tenir tout ensemble : les valeurs, la politique sociale et le contexte européen. Le hasard me fait intervenir après Laurent Baumel, mais c'est quand même très étonnant que, dans une intervention, dans une situation que tout le monde voit historique et complexe, l'essentiel, c'est la critique du gouvernement. Donc... Il n'y a pas que ça.

On peut débattre, évidemment, des mesures, il n'y a jamais qu'une seule voie dans une action gouvernementale, mais, il faut, je pense, actuellement, tout saisir. C'est ce que je voudrais dire, de manière un peu lapidaire, mais en trois remarques. La première, il y a parfois une petite musique dans le monde intellectuel et parfois chez nous, qui serait de considérer que privilégier aujourd'hui la question des réfugiés, c'est finalement une question secondaire par rapport à la question sociale, comme il vient d'être dit. Non, c'est une question fondamentale. Ça touche véritablement la dignité de l'homme, et le cœur de ce qu'est l'engagement socialiste. D'ailleurs, ici, nous aimons commémorer. L'année dernière, c'était Jaurès, et ça fait exactement penser, ce débat, au moment de l'affaire Dreyfus. Il y avait une partie des socialistes qui disaient : « *Ce n'est pas notre affaire. C'est une question, uniquement, restons sur le terrain de classe !* » Et Jaurès disait : « *Non ! Non !* »

Non, parce que là, nous touchons vraiment le cœur de ce qu'est notre engagement. Et nous le faisons d'une manière qui est, je crois, tout à fait à la fois fidèle aux valeurs et responsable, parce qu'il s'agit d'organiser cet accueil et de faire mener un débat dans la société française sur ce que doit être la France, et ce que doivent être les valeurs européennes. Et c'est un combat tout à fait majeur, et c'est là que se réunissent tous les humanistes qui peuvent comprendre le sens de ce combat.

De manière, et là, ça m'amène à parler des questions sociales et de ce que disait Laurent Baumel à l'ins-

tant, c'est-à-dire que nous menons en fait une politique qui est une politique d'équilibre. Nous essayons de moderniser cette société sans la déchirer et en maintenant la cohésion sociale. Et ça, il faut le revendiquer.

L'année prochaine, nous commémorerons François Mitterrand, et il faudrait un peu se souvenir ce que faisait François Mitterrand et ce qu'il disait dans les périodes difficiles. Il ne faut pas être complexé, il ne faut pas consacrer son temps simplement à l'auto-critique, il faut défendre ce que nous faisons. Parfois, il y a des difficultés, parfois il y a des erreurs, c'est évident, dans toute action gouvernementale. Mais comme je le lisais dans la presse récemment, Pablo Iglesias, le leader de Podemos, disait : « *C'est difficile de gouverner.* » Parce que, en Espagne, il s'approche des responsabilités, il s'approche du gouvernement. Et aujourd'hui, dans le monde où nous sommes, avec les contraintes qui sont les nôtres, il faut pouvoir mener, effectivement, une politique qui est une politique qui favorise la production, parce que sans production, pas de redistribution, et qui favorise aussi ce que l'on peut faire en termes de pouvoir d'achat, d'investissements. Et si nous regardions les choses de manière concrète et sans tomber dans un jeu de rôle, nous verrions qu'il y a tout à fait l'espace d'un accord : baisse des impôts, augmentation des investissements, et nous le verrons, ciblage, évidemment, meilleur ciblage par rapport à ce qui reste dans le CICE. Dans cet aspect-là, nous sommes fidèles à ce qu'a fait le Parti au mois de juillet, et nous pourrions très très bien, si nous le voulions, trouver un accord. Or c'est fondamental aujourd'hui, parce que les Français nous jugeront sur cet ensemble, ils nous jugeront sur tout cela.

Dernier mot que je voudrais dire pour ne pas abuser du temps, c'est la question européenne, parce que là, il y a non seulement l'identité de la France qui est en train de se jouer mais il y a l'iden-

tité européenne, et la figure de l'Europe du 21^e siècle est en train de se reconfigurer aujourd'hui, sur les lignes de clivage économique, sur les lignes de clivage de politique internationale. Et là, les socialistes, leurs gouvernements, mais le Parti socialiste doit être à l'initiative, parce qu'il faut que sur la question des réfugiés, sur la question d'une politique d'investissements, sur les grandes questions, nous fassions des propositions, que nous prenions notre bâton de pèlerin, si j'ose dire, que nous fassions le tour des partis socialistes, parce qu'il faut faire entendre la voix des socialistes dans une Europe qui ne sera plus la même après la crise que nous connaissons aujourd'hui.

Voilà ce que je voudrais vous dire. Donc, prenons tout ensemble et soyons fiers de ce que nous faisons.

“ **LE PARTI SOCIALISTE DOIT ÊTRE À L'INITIATIVE. IL FAUT QUE SUR LES GRANDES QUESTIONS, NOUS FASSIONS DES PROPOSITIONS POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES SOCIALISTES EN EUROPE.** ”



Chers camarades, d'abord, je voudrais vous signaler que je suis la première femme qui va intervenir dans cette assemblée depuis qu'elle a démarré.

Alors, cinq minutes pour s'exprimer sur tout ce qui agite le PS, c'est court, très court, trop court. Il faut faire des choix drastiques. J'aurais aimé vous parler de l'alliance populaire de Jean-Christophe, qu'il propose à toutes les forces progressistes de notre pays. J'aurais aimé vous parler des régionales de décembre, ou encore du troisième salon musulman du Val-d'Oise et des Femen. J'ai choisi de vous parler des réfugiés, tous les réfugiés qui fuient les guerres, la misère, la faim, et qui risquent leur vie avec l'espoir d'une existence meilleure en Occident. Nous sommes face à une alternative qui peut, soit faire disparaître l'Europe, soit la relancer. La situation est grave, très grave. Nous constatons que l'Europe est au bord de l'explosion. Ce sont les murs que l'on reconstruit en Hongrie après les avoir fait tomber il y a vingt-cinq ans. Ce sont des pays qui refusent d'accueillir des réfugiés et qui oublient un peu rapidement ce que l'Europe a consenti pour les intégrer. Cette Europe-là, repliée sur elle-même, xénophobe, populiste, peut signer son arrêt de mort si elle refuse la diversité et prône le chacun pour soi et le repli.

La gauche européenne a la responsabilité de tout faire pour que ces frilosités ne soient que des épiphénomènes sans lendemain. Au contraire, il appartient aux socialistes français de proposer au PSE de transformer cette arrivée massive de populations en une formidable chance pour l'Europe de réussir ce qu'elle n'est pas encore parvenue à faire : la création d'une Europe solidaire, fraternelle, accueillante, une Europe politique et démocratique qui met les

citoyens au cœur de son projet, une Europe fondée sur des valeurs humanistes, qui sait s'enrichir de l'apport des autres.

La motion C, et avant sa rédaction les contributions dont elle s'inspire, demandait une conférence sur le sujet. Nous sommes heureux de voir que cette idée est désormais largement partagée. J'ai rencontré hier, avec Rita Maalouf, des associations syriennes. Leurs demandes ne sont pas exorbitantes, et la première d'entre elles est la volonté que l'aide internationale s'exerce sur les lieux de départ. C'est pourquoi nous devons élaborer une autre politique de développement, qui favorise le maintien des populations sur leur territoire au lieu de les lancer sur des bateaux de fortune pour chercher une vie digne de ce nom ailleurs. Le monde a besoin du co-développement. Il en a d'autant plus besoin que la majorité de ses habitants est encore loin d'avoir atteint ce niveau minimum pour vivre dans la dignité que tout individu est en droit d'attendre en venant au monde.

Je vous remercie. Je voudrais compléter pour vous dire toute la fierté que j'ai aujourd'hui de voir que, dans le règlement intérieur, a été annexée la charte du Parti socialiste pour les personnes en situation de handicap. Parce que ça fait quatre ans que, d'abord la motion 4 et ensuite la motion C, nous nous battons pour que cette charte soit adoptée. Donc je vous dis merci, vraiment merci beaucoup. Je suis très fière de faire partie de ce parti.





Chers camarades, je vais poursuivre dans ce qu'a dit Guillaume, qui a fait encore une fois une très belle intervention, sur le sens de l'histoire et sur la situation des réfugiés. Oui, parce que pour nous, c'est l'urgence. Et le Président de la République a eu ces mots forts, il a dit : « *Le droit d'asile fait partie intégrante de l'âme et de la chair de la France. C'est un droit international qui est né dans les décombres de la Seconde Guerre mondiale pour enfin retrouver le chemin de la paix. Pour cela, le droit d'asile est aussi un des principes fondateurs de l'Union européenne.* »

Je suis fière moi aussi d'appartenir au Parti socialiste qui s'est mobilisé fortement, qui a notamment, par la voix de Jean-Christophe Cambadélis, dès le congrès de Poitiers, appelé à une conférence inter-

nationale sur les réfugiés. Je suis fière de nos élus, de nos maires, qui se sont engagés fortement. Ce sont nos valeurs, c'est notre ADN. En plus, ce qui se passe avec la situation des réfugiés va bien plus loin, bien plus loin que nos frontières françaises.

C'est l'avenir de l'Union européenne qui est en jeu. Après la menace de la sortie de la Grèce, c'était il y a quelques mois seulement, nous sommes face à un nouveau défi, un défi terrible. Oui, tu as raison Guillaume, l'Union européenne, ce n'est pas qu'un simple marché économique. L'Europe a des valeurs communes qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme, sur le respect de la vie humaine. Et cette vision, malheureusement, n'est pas partagée par tous. A l'extrême-droite, évidemment, à droite aussi, mais il faut le dire, également chez certains de nos partis frères membres du Parti socialiste européen. Et il faut que nous soyons très virulents pour faire en sorte que Stanichev, le président du PSE, intervienne dans le débat, parce que le PSE se mobilise sur la question mais son président doit le faire.

C'est notre avenir à tous qui se joue aujourd'hui. Les idéaux et les principes fondamentaux de la construction européenne sont mis à rude épreuve. Sans prise de conscience et de courage politique des gouvernements nationaux, nous risquons d'assister à l'implosion de cette union.

C'est ce que nous, socialistes français, défendons tous les jours au Parlement européen, Pervenche est ici... Nous avons soutenu et voté les propositions faites par la Commission en faveur d'une politique européenne commune en matière de migration et d'asile, parce que, au lieu d'ériger des murs, de fermer nos frontières intérieures et de nous recroqueviller sur nous-mêmes, nous défendons des mesures fortes pour favoriser l'accueil et l'intégration des réfugiés. Si nous n'agissons pas avec humanité, c'est l'Europe telle que nous la chérissons qui sera morte, et les marchands de peur et de haine auront gagné. Il en est de notre devoir de ne pas détourner le regard. Il en est de notre devoir de montrer notre unité et notre engagement commun dans cette bataille.

Le repli sur soi, la haine et le racisme ne sont pas et ne seront jamais dans notre camp. Notre camp, c'est celui de l'alliance populaire. Nous sommes solidaires, la gauche est solidaire, même si tous à gauche parmi ses leaders ne l'expriment pas aussi fortement, nous avons le devoir de nous montrer solidaires, de nous montrer au devant de ce mouvement. Et ne brouillons pas les messages. Non, ce n'est pas un combat de bobos, c'est un combat de socialistes. Soyons fiers et soyons courageux !





Mes chers camarades, j'étais venu vous parler d'un sujet, mais depuis tout à l'heure, j'entends parler d'un texte qui, manifestement, semble faire débat. Je voudrais rappeler le contexte parce que j'ai le sentiment que se jouent quelque part d'autres choses et ailleurs.

Au mois de juillet, sous l'égide du Premier secrétaire, nous avons voté, et j'ai voté, au bureau national, un texte de rassemblement large, que tu as souhaité, Jean-Christophe. Et quand j'ai voté, je n'avais pas l'impression que c'était contre qui que ce soit. C'était une position du parti, d'une analyse, après un débat que Jean-Marc avait faite, avec Laurent et d'autres. Et nous avions trouvé une ligne politique qui nous permettait d'indiquer au gouvernement nos choix, mais aussi la volonté qui était la nôtre de faire évoluer la politique. Dans quel sens ? Dans celui de nous préparer aux échéances futures et de retrouver le contact avec notre électorat. Qu'y a-t-il de critiquable ?

Et aujourd'hui, je pensais que nous allions, non pas faire la méga teuf à côté, mais que nous allions ensemble travailler sur ce qui va nous rassembler dans les semaines qui viennent et qui est déterminant pour l'avenir du parti, à la fois le fond, mais aussi les élections régionales qui arrivent. A ce propos, je voudrais lancer un message à cette noble assemblée de tous les socialistes de la région PACA : si vous pouviez éviter de dire que nous allons perdre contre le Front national, ça nous arrangerait pour la mobilisation de notre électorat. Mais je ne veux pas masquer les différences. Elles existent. Et alors ? Il faut les respecter. Mais Jean-Christophe, je le sais, tu dois être attaché comme le talisman du fait de notre rassemblement avant cette élection.

Et je vais te délivrer un satisfecit : quand nous avons vu arriver les textes que tu nous as envoyés sur la question des réfugiés, nous avons tous été fiers d'être socialistes et d'avoir une direction du Parti qui a su mettre en place cela. Certains vont dire que je fais de la lèche. Non, je vais aller plus loin. Je suis monté le samedi à Paris et j'ai été fier d'entendre ce que le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre ont dit, comme j'ai été fier de ce que le Président a indiqué. Pourquoi ? Parce que je me sentais dans mes valeurs de fond, dans mes valeurs socialistes qui faisaient qu'à un moment donné, cela faisait la différence entre mon ego et l'esprit qui m'a animé pour mon engagement politique.

Je voudrais que chacun d'entre vous imagine, et un seul instant, qu'à la sortie de ce Conseil national, même si nous n'avons pas tout tranché, et je propose plutôt de continuer de dialoguer sur cette question, ça a été fait par les motions D et B, je propose de continuer de dialoguer. Et entre le parti qui propose et le gouvernement qui dispose, il y a un parlement qui dialogue, et c'est dans ce parlement qu'il y aura le dialogue et les discussions sur la politique.

“ EN PACA, NOUS AVONS GOUVERNÉ AVEC LES COMMUNISTES, LES VERTS, ET MÊME LES CHEVÈNEMENTISTES. NOUS AVONS FAIT UNE POLITIQUE PUBLIQUE EXTRAORDINAIRE, ET POURTANT NOUS N'ARRIVONS PAS À TROUVER UN ACCORD. ”

Mais je voudrais, et je m'arrête là puisque je n'ai que trois minutes, je voudrais lancer aussi un appel à vous tous parce que nous sommes en difficulté à gauche. Il faut que nous rassemblions la gauche, et ce n'est pas simple, à la fois par rapport à ceux qui nous critiquent sur la politique du gouvernement, alors qu'en région PACA, derrière Michel Vauzelle, où on a gagné trois fois l'élection, nous avons gouverné avec les communistes et avec les Verts, et même une autre partie de la gauche, les chevènementistes. Nous l'avons fait pendant trois mandats. Nous avons fait une politique publique extraordinaire, et pourtant, nous n'arrivons pas à trouver l'accord parce que, nous ne devons pas l'oublier, une partie de la gauche souhaiterait notre affaiblissement, et je peux le comprendre, je connais même celui qui le théorise, et une autre partie de la gauche hésite à nous rejoindre. Alors, il faut qu'il y ait, de mon point de vue, de la part du parti et de ce Conseil national, un engagement, un message à destination de nos électrices et de nos électeurs et de toute la gauche, pour nous rassembler, afin d'éviter d'être dans l'invective ou de dire que c'est la faute de l'autre. Non, il faut proposer largement cet accord, et si cet accord peut être fait, alors peut-être que ces élections régionales ne sont pas inscrites d'avance.



Chers camarades, l'Europe affronte une nouvelle période historique, qui met à mal à la fois sa solidarité et sa solidité. Après la crise grecque, les chocs géopolitiques mettent en jeu la vie de millions de gens et mettent en pleine lumière toute la faiblesse de la démocratie européenne. Il y a donc urgence absolue à prendre des initiatives audacieuses en Europe. Et pour cela, il faut, ici en France, et en particulier dans ce parti, une force commune, parce que nous ne pouvons pas nous contenter d'être les spectateurs impuissants de l'émiettement de la gauche. Je donne acte à Jean-Christophe d'avoir, il y a quelques jours, relancé ce débat sur le rassemblement de la gauche. Nous le disons depuis des mois, comme beaucoup d'entre vous d'ailleurs, comme Frédéric à l'instant, et pas seulement à la veille des élections régionales.

Pour rassembler la gauche, il faut d'abord, et là, je passerai très vite, éviter entre nous des clivages artificiels. Je le dis solennellement, je le dis en particulier à Alain Bergounioux. Nous demandons depuis des mois, pas depuis des semaines, depuis des mois, avant le congrès de Poitiers, qu'il y ait en Europe, en particulier au sud de l'Europe, un accueil solidaire des réfugiés, et qu'il y ait ensuite au sein de l'Europe une répartition solidaire des réfugiés. Et puisque, Alain, tu es un historien amoureux des textes, je te renvoie à une tribune que nous avons signée en avril dernier, qui disait tout cela et beaucoup d'autres choses encore. C'était, je crois, sur Mediapart, et ça évitera sans doute qu'on parte d'ici en pensant que, sur cette question-là, les socialistes sont divisés quand ils ne

le sont pas. Donc, c'est un service à nous rendre.

Sur le rassemblement de la gauche, mes chers camarades, l'objectif n'est pas seulement louable, il est vital aujourd'hui. Mais pourquoi ce rassemblement, c'est vrai, semble aujourd'hui à beaucoup de Français très improbable ? Pourquoi assiste-t-on au sein de la gauche à des choix irrationnels, voir suicidaires, comme en Nord-Pas-de-Calais Picardie ou en PACA (tu l'as rappelé avant moi) ? Pourquoi la menace du Front national, et personne ne peut s'en réjouir, ne réunit même pas aujourd'hui la gauche ? Pourquoi l'objectif du dépassement, indispensable, ne sera qu'un vœu pieux si on ne fait pas l'effort de ce rassemblement ? Pourquoi notre parti est-il assimilé à un émetteur en panne ? Ce sont ces questions-là qu'il faut se poser.

Pierre Rosanvallon a écrit probablement le meilleur livre politique de cette rentrée, qui en comporte d'ailleurs d'autres de bonne qualité. Le titre de ce livre, c'est : Le Bon Gouvernement. Il décrit bien la défaillance démocratique que connaît aujourd'hui notre pays. Et il écrit, peut-être à l'intention des socialistes, justement, qu'un puissant facteur de déclin des partis politiques tient fortement, je le cite, et Alain appréciera, « à leur glissement du côté de la fonction gouvernante ». Oui mes camarades, le Parti socialiste peut être solidaire sans être vassalisé. Le Parti socialiste peut être responsable sans être anesthésié. Le Parti socialiste peut être aussi réellement imaginatif sans être faussement moderne.

Alors, comment rassembler la gauche avec autant de contresens ? La modernité pour la gauche, et nos candidats aux élections régionales le savent bien, cher Claude, ce n'est pas de mettre en cause les 35 heures devant le MEDEF, ce n'est pas d'insécuriser le contrat de travail ou de disserter sur le statut des fonctionnaires ; tout cela est stérile et anxiogène. Et ce discours libéral, ainsi porté au sein du gouvernement, pas par tous, c'est vrai, mais par quelques-uns, bien que minoritaires, ils le sont dans notre parti, bien que jamais assumé au congrès de Poitiers, ce discours libéral, il fait mal à notre engagement, comme il affaiblit la gauche. Et cette orientation, je le redis, et j'en ai la conviction, n'a ni majorité dans notre parti, ni base électorale dans le pays, ni chance sérieuse d'améliorer la vie des gens.

“ LA MODERNITÉ, C'EST DE RÉSISTER À CE QUE LA MONDIALISATION A DE PIRE : LA PRESSION SANS LIMITE SUR LES SALARIÉS, LA REMISE EN CAUSE DU RÔLE DE L'ÉTAT. ”

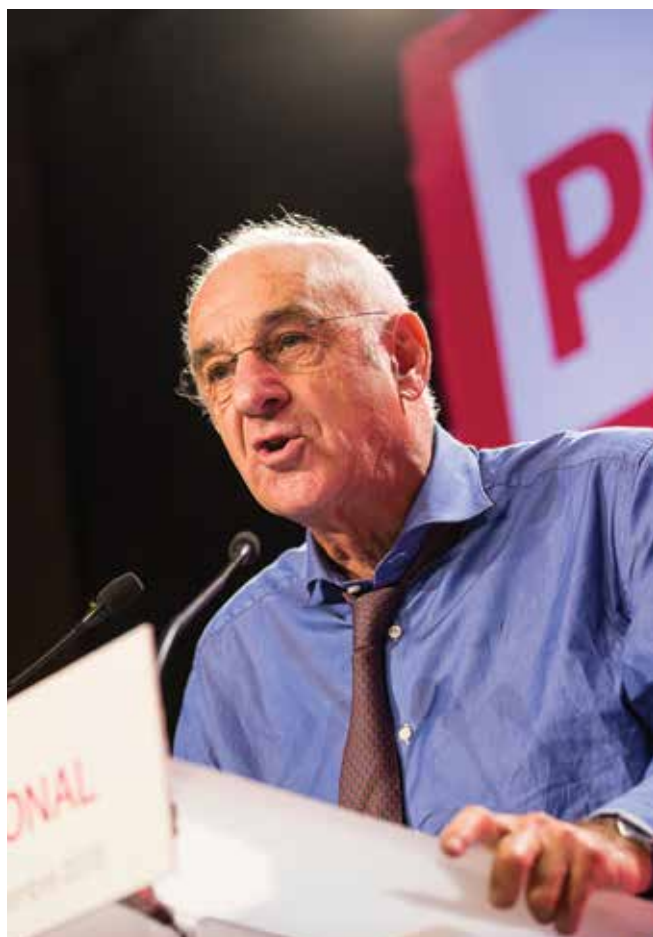
La modernité, mes camarades, c'est de résister à ce que la mondialisation a de pire : la pression sans limites sur les salariés, mais aussi la remise en cause brutale du rôle de l'État et de ceux qui le servent. La modernité, c'est plutôt de résister, comme l'a fait Anne Hidalgo, par exemple, ici, à Paris, à ce que Paris devienne sept jours sur sept, le dimanche aussi, un hypermarché géant. La modernité, c'est d'inventer les nouveaux modèles économiques soutenables. La modernité, spéciale dédicace au ministre de l'Économie, c'est de s'attaquer aux rentes bancaires plutôt qu'aux fonctionnaires. Et la modernité, c'est probable-

ment davantage de faire sauter les verrous qui protègent les puissants plutôt que les boucliers fragiles qui protègent tant bien que mal des millions de Français.

Alors chers amis, arrêtons ! Le débat entre nous n'est pas entre ceux qui veulent gouverner et ceux qui ne voudraient pas gouverner, pas du tout, il est entre un réformisme libéral, assumez-le devant les Français le moment venu, et des réformes de gauche. Et c'était d'ailleurs le formidable pari de 2012. Alors réveillons-nous, réveillez-vous ! L'unité se fait, ou ne se fera pas, dans la clarté des idées. Parce que la clarté, c'est le meilleur auxiliaire de la vérité, et en tout cas, ça aide à agir.

Sur notre action au pouvoir, chers camarades, c'est elle qui sera jugée, et nous tous avec elle, il n'y aura pas de salut solitaire, en tout cas pas dans cette salle. La rentrée 2016 était, pour beaucoup d'entre nous, la rentrée de la dernière chance. Et le budget 2016, c'est le dernier budget en grandeur réelle de ce quinquennat. Donc, la clarté aujourd'hui, pour tous les socialistes, c'est de défendre ce que l'on a décidé, et donc je demande à notre Premier secrétaire de se faire entendre dans le débat sur le budget 2016. Je demande à notre parti de défendre les choix qui ont été faits le 27 juillet dernier, adopté à la quasi-unanimité par notre bureau national, à partir aussi, il faut le rappeler, Laurent l'a fait avant moi, des propositions issues des quatre motions de notre congrès.

Je demande à notre gouvernement de respecter les propositions du Parti socialiste. Et c'est un test, mes camarades, c'est un test en grandeur réelle de notre crédibilité collective, et c'est peut-être même une ultime démonstration de l'utilité de notre parti dans cette période.



Enfin, et j'en terminerai par là, et je fais écho aux propos qui achevaient tout à l'heure l'intervention de Pierre Cohen : nous ne pouvons pas rester sourds à l'inquiétude des élus de France, à ces dizaines de milliers d'élus et de conseillers municipaux. Je ne pense pas là à l'inquiétude d'un François Baroin, on ne s'y arrêtera pas. Il défendait l'austérité quand il était à Bercy. Il propose, avec l'UMP, 100 millions d'économies, peut-être davantage dans ses rêves les plus fous... Milliards pardon, 100 milliards, 150 peut-être. Et il vient doctement demander de rétablir des dotations aux collectivités que son projet politique massacrerait sans pitié.

Non, les inquiétudes que j'entends, ce sont les inquiétudes de nos territoires, les inquiétudes de tous ces élus qui font un travail de fourmi pour améliorer la vie des gens, ces élus qui font, pour certains d'entre eux, 35 heures sur deux jours ou trois jours dans leur mairie, parce que c'est là leur sens du devoir, ceux-là auxquels on demande beaucoup, et souvent de remplacer l'État quand il s'en va, ceux-là qui vont accueillir les réfugiés, comme ils accueillent déjà la pauvreté et la précarité. Alors, si nous voulons rallumer l'investissement local, je crois même que c'était le texte de la motion A au congrès de Dijon, si nous voulons rallumer l'investissement local - j'en termine, Michel, mais je te sais sensible à cette question -, il faut s'en donner les moyens. Et c'est l'une des réorientations demandées par le Parti socialiste et pas seulement par notre motion. Les élus socialistes ne demandent pas l'aumône mais la solidarité. J'entends dire que les économies, c'est moins d'impôts pour les Français ; mais les économies, c'est aussi moins d'emplois pour les chômeurs. Voilà chers camarades à quoi doit servir notre parti : entendre le pays, proposer des solutions nouvelles et ne jamais céder sur l'essentiel. Je vous remercie.

HENRI WEBER

Chers camarades, j'ai beaucoup d'amitié pour Christian Paul, et réciproquement, mais je ne suis pas convaincu par sa démonstration. Sous l'impact de la crise économique et de la crise géopolitique qui nourrit des flux d'immigration d'une ampleur inhabituelle, nos sociétés sont travaillées par une double radicalisation : une radicalisation à gauche et une radicalisation à droite. Et je vous fais remarquer que cette radicalisation à droite a lieu dans les pays qui ont pratiqué, face à la crise, une politique de sérieux budgétaire et pas une politique d'austérité, et une politique de redressement dans la justice. Je pense à la Suède, je pense aux pays scandinaves, je pense à l'Autriche et je pense à la France. En France, nous n'avons pas de radicalisation à gauche. Le programme dont vous vous faites souvent l'écho, il a ses porte-parole et il est proposé comme offre aux électeurs, et il fait chaque fois des scores extrêmement faibles. En revanche, dans les pays qui ont pratiqué une politique d'austérité véritable, et je pense à la Grande-Bretagne, je pense à l'Espagne, je pense à la Grèce et à quelques autres, là vous avez une radicalisation à gauche.

En Grande-Bretagne, c'est flagrant... Parce que tu nous reproche d'avoir un gouvernement libéral, mais où sont les mots, où est le sens des mots ? La politique d'austérité telle qu'elle a été pratiquée en Grande-Bretagne, c'est

500 000 suppressions de postes de fonctionnaires depuis que Cameron est là ; c'est l'augmentation brutale des droits d'inscription pour les étudiants ; c'est, aujourd'hui même, la quasi-interdiction du droit de grève ! Mais où avez-vous vu l'ombre du dixième de choses semblables dans notre propre pays ? Il ne faut pas confondre sérieux budgétaire, engagement pour le redressement économique, engagement pour la réindustrialisation, parce que le problème principal de notre pays sur le plan économique, c'est sa désindustrialisation massive, qui continue, on a encore perdu un point. Ce gouvernement est engagé pour le faire, et ça explique, ça éclaire toute sa politique, et il obtient déjà des résultats. Il obtient des résultats, et je vais vous en donner un exemple, ma chère Marie-Noëlle Lienemann. Sur le plan du commerce extérieur, pour la première fois, la balance des comptes courants est bénéficiaire. Ça, c'est une indication. Bien.

Donc, j'en viens à ton propos. Tu dis : « *C'est la déception qui crée la dispersion.* » Mes chers camarades, j'ai déjà quelques heures de vol et je n'ai jamais vu, lorsque nous étions au gouvernement, j'ai toujours vu, au contraire, la droite exaspérée et nos partenaires déçus. Toujours ! La dernière fois en date pour une présidentielle, c'était en 2002. En 2002, nous avons créé 2 millions d'emplois supplémentaires, nous avons conquis les 35 heures, les emplois jeunes, la CMU ; et nos partenaires, tous autant qu'ils sont, sont allés dispersés à la bataille. Et les Français, les électeurs, les électeurs de gauche ont été mis devant l'alternative : ou voter Le Pen ou voter Chirac, ou voter avec ses pieds. Eh bien, il faut tout faire pour que ça ne soit pas la même chose cette fois-ci, pour les régionales comme pour les présidentielles !

Vous nous dites : « *Nous les décevons.* » J'ai lu l'interview d'Emmanuelle Cosse cet après-midi dans Le Monde. En matière de lutte pour la transition écologique, nous avons voté la loi transition énergétique, nous sommes les artisans actifs de la COP 21, nous développons les énergies renouvelables, nous avons adopté l'apport de l'écologie politique à notre corps de doctrine, et qu'est-ce que raconte Emmanuelle Cosse dans Le Monde de cet après-midi ? « *Nous sommes affreusement déçus, nous ne pouvons pas continuer à travailler avec ces gens-là.* »

Chers camarades, si vous vous réglez sur la déception dans les institutions de la Ve République, malheureusement, comme l'élection mère, c'est la présidentielle, ils sont déjà tous en train de la préparer. Et je vais te donner une raison supplémentaire qui éclaire les raisons de cette dispersion, c'est que, parmi un certain nombre de dirigeants de ces partis, ces dirigeants considèrent que perdu pour perdu, l'heure est venue de faire place nette. Ils sont dans une stratégie de recomposition du champ politique à moyen terme. Mélenchon l'a expliqué en détail dans Mediapart d'avant-hier. Et il n'est pas seul dans son cas, c'est le cas de Duflot aussi et de quelques autres. En conséquence, ils considèrent que, puisque la droite va revenir et puisque la gauche va perdre en tout état de cause, eh bien, faisons passer par pertes et profits la politique d'alliance. Eh bien, ceux-là sont des irresponsables, et nous devons les dénoncer ! Et nous devons nous adresser aux élus et aux militants responsables de ces partis pour leur dire : qu'allez-vous faire ? Camarades, qu'allez-vous faire ? Vous allez donner cette région emblématique qu'est le Nord-Pas-de-Calais au Front national ? Et la même chose pour PACA ? Il n'en est pas question ! Mais surtout, par-dessus la tête de ces irresponsables, et tout en proposant l'alliance parce qu'ils ne sont pas seuls en place. Mais qu'est-ce que nous faisons d'autres ? Nous leur proposons l'alliance, mais par-dessus leur tête, nous nous adressons principalement à leur base électorale, parce que leur base électorale, mes camarades, la jeunesse, une série de membres des classes populaires, d'enseignants, de fonctionnaires, ceux-là savent ce qu'ils ont à perdre si la droite thatcherienne vient au pouvoir, ceux-là les entendent. Et je conclus là-dessus : vous nous reprochez d'avoir fait 50 milliards d'économies, et d'avoir baissé de 50 milliards les dépenses publiques ; le résultat de la division, c'est que vont arriver au pouvoir des gens qui vont faire trois fois mieux, les vrais austéritaires. Lisez leurs textes, ils ne se dissimulent même pas. C'est Fillon, c'est Sarkozy, c'est Juppé, ceux-là pratiqueront une politique d'austérité et pas une politique de sérieux budgétaire et de redressement dans la justice. Et ça, mes camarades, intuitivement, instinctivement, l'électorat qui est le plus concerné, qui est le plus menacé par cette politique réactionnaire le sent, et c'est pourquoi nous pouvons le gagner en dépit des irresponsables.





Je voulais vous parler des questions de fiscalité et, chers camarades, vous rappeler que dans une tribune parue en août 2011, dans le *Nouvel Obs*, le président de la République, qui était alors candidat à la primaire citoyenne, écrivait : « *Le prochain président de la République aura donc trois défis à relever. Le premier, c'est celui du rééquilibrage des finances publiques. Le deuxième, le rétablissement d'une offre compétitive, et le troisième, la réduction des inégalités.* » Je cite : « *La réforme fiscale est donc l'acte premier, la condition préalable à la formation d'un cercle vertueux.* »

Dans le prolongement de ces propositions, la motion D, au congrès de Poitiers, appelait de ses vœux un modèle économique qui redonne de l'espoir, un modèle économique qui garantisse la justice de notre système de contribution publique. Notre motion proposait la mise en place d'une réforme fiscale créant un nouvel impôt qui remplace l'impôt sur le revenu, la CSG, un prélèvement libérateur et la prime pour l'emploi, sur un barème très progressif, un barème qui soit compris et lisible par les citoyens. Ce dernier point nous apparaît essentiel, le citoyen doit être capable de comprendre le système fiscal sans avoir besoin de recourir à un expert fiscaliste,

les citoyens doivent être autant que possible égaux face à l'impôt. Aucune raison que seuls les plus aisés qui ont les moyens de recourir au service de ces experts, et au détour pouvoir profiter des failles du système, puissent comprendre et lire cet impôt. De plus, cet impôt qui doit se substituer à la complexité existante doit être le plus progressif possible, chacun doit contribuer à la hauteur de ses moyens. Voilà la traduction égalitaire, mes camarades, d'un vrai système fiscal républicain.

Le prélèvement à la source, un vrai prélèvement à la source et non pas une mensualisation du système existant, qui a été remis au débat par Pierre-Alain Muet et Jean-Marc Ayrault, doit aussi concourir à cette simplification pour les citoyens contribuables.

En 2012, la situation s'est révélée plus catastrophique que nous l'avions prévu, et le fameux bouclier fiscal de Sarkozy avait dégradé plus largement les comptes publics. Mais les efforts consentis par tous les Français durant la première partie du quinquennat de François Hollande ont permis, dans une certaine mesure, de contribuer à rétablir les comptes. Il est désormais nécessaire de s'appuyer sur ces marges de manœuvre pour pouvoir réellement repenser une fiscalité revisitée, et nous devons le faire d'ici 2017.

Alors, l'exigence d'une fiscalité plus juste, d'une fiscalité plus lisible doit donc plus que jamais être maintenue et assumée. C'est une demande que les Français nous ont faite avec le choix qu'ils ont fait en 2012, elle doit être impérativement satisfaite avant la fin du mandat présidentiel.

On a bien compris que la réforme fiscale, ce n'était pas maintenant, et maintenant, pour nous, c'était en fait il y a deux ans, alors si ce n'est pas vraiment maintenant maintenant, ça ne doit quand même pas tarder. Merci, mes camarades.





RACHID TEMAL

Bonjour. Je souhaite, dans un premier temps, comme d'autres, à la fois saluer l'action du président de la République, du gouvernement, et du parti, pour avoir su mobiliser à la fois nos adhérents, nos militants, et puis avoir fait aussi totalement cause commune avec beaucoup d'associations pour faire en sorte que la question des réfugiés, une question humaine, un drame humain, puisse être effectivement traitée.

Donc ce que je souhaite indiquer, c'est que c'est aussi l'occasion d'ailleurs, et Sandrine Mazetier est là, elle l'évoquera tout à l'heure, quand on nous fait la comparaison entre la droite et la gauche, sur la question du droit d'asile, je pense qu'on peut là aussi être fier du travail qui a été fait par nos parlementaires et de ce texte qui démontre vraiment qu'il y a bien une différence entre la droite et la gauche. On le voit également beaucoup dans la question des villes solidaires. Ce que je souhaite également indiquer, c'est que, pour le coup, contrairement à ce que certains ont longtemps exprimé, nous ne sommes pas dans l'angélisme. Notre position, celle du gouvernement, celle du parti, est une position globale, une approche globale. Nous devons accueillir en toute fraternité, ce que nous faisons, et avec sérieux et professionnalisme, je reviendrai dessus, et avoir une vision globale sur les questions sécuritaires, puisque nous savons qu'aujourd'hui, aussi la question, c'est ce qui se passe, certes en Syrie, certes en Irak, mais également sur la question de la Turquie et des camps qui sont là. Donc, je souhaite indiquer que quand j'ai eu l'occasion, avec Claude Bartolone, de rencontrer réfugiés dans le Val-d'Oise, à Cergy, où il y a autre chose que ce que certains évoquaient, donc il y a un camp, 96 personnes, et également Montmorency, on voit bien d'ailleurs tout l'effort que nous avons à

faire ensemble, les communes, les associations, les militants, les citoyens, à la fois parce que nous avons su les recueillir, leur donner le minimum, mais très vite, l'enjeu pour ces personnes-là, c'est comment faire venir leurs familles qui, bien souvent, sont encore dans des camps, en Turquie notamment. Et on a entré des personnes qui avaient payé 4 000 dollars pour traverser, certaines avaient été emprisonnées en Serbie, et l'interrogation maintenant, c'est mettre en sécurité leur famille, la faire venir, trouver de quoi avoir un logement et un travail. Donc, c'est le travail que nous avons à mener, et c'est aussi la démonstration que nous devons, non pas avoir un coup de cœur, mais dans la durée, avec les collectivités et les associations, construire ce parcours-là, et donc engager cette bataille pour les valeurs auprès de nos populations.

Autre point que je voulais évoquer, sur la question des régionales. Moi, j'entends celles et ceux qui nous disent : « *C'est parce que vous ne faites pas telle ou telle mesure que nos partenaires ne souhaitent pas s'associer à nous.* » Alors c'est un peu la théorie de Monsieur Plus de Balzen, c'est toujours plus, de toute façon, ça ne s'arrête jamais. Donc il faut toujours courir après telle mesure, puis ensuite telle mesure. Tout à l'heure, Henri évoquait la question écologique, ce que nous avons déjà fait. Ce n'est pas cette loi, la COP 21, et pour autant, il faut faire toujours plus. Quoi ? On ne sait pas, mais toujours plus.

Alors peut-être qu'il faut s'interroger différemment, et aussi se dire que le débat et le combat que nous aurons à mener à l'occasion des régionales ne se traduira pas par un combat entre une gauche et une autre gauche. Il faut que chacun l'entende. La question, elle est simple : le 6 et le 13 décembre prochains, est-ce que nous souhaitons continuer à travailler ensemble au sein de la gauche, j'y reviendrai, ou ce sera la droite ou l'extrême-droite qui prendra la responsabilité et les rênes d'un certain nombre de régions ? Et quand nous savons aujourd'hui ce qu'a pu faire la droite, un an et demi après les municipales et quelques mois après les départementales, la casse sociale, je pense au logement, je pense aux associations, également au soutien dans la suppression de la gratuité dans les cantines scolaires, on voit bien ce qu'est la réalité. On ne pourra pas dire : on ne savait pas. C'est concret.

Donc, nous devons agir. C'est vrai que, pour beaucoup, nous avons été marqués par le 21 avril. Encore une fois, je ne fais pas de menace ou de chantage comme j'ai pu lire dans certains, en disant : c'est le chantage, c'est la menace au Front national. Mais le 21 avril, nous ne savions pas. Aujourd'hui, si une ou deux régions passaient au Front national, que dirions-nous ? Nous ne savions pas ? Nous avons tout fait, nous et nos partenaires, pour pouvoir l'éviter ? C'est la question qu'on peut se poser. Donc je pense que nous devons encore agir. D'autant que l'électorat, le nôtre, celui des écologistes, celui aussi du parti com-

muniste, que dit-il ? A la fois dans les sondages, et puis vous comme moi, on les rencontre sur le terrain. La gauche souhaite l'unité, le peuple de gauche souhaite l'unité, et parfois nous engueule : « *Arrêtez vos conneries et faites l'unité.* » Donc, je pense que nous devons aller au bout de cette logique-là, et dire aux forces de gauche très clairement les choses : discutons encore, dépassons la question des seuls partis, parlons avec le peuple de gauche, nous devons agir ensemble, parce que nous ne devons pas être la génération, après celle du 21 avril, une génération du 21 avril mais bien une génération du 13 décembre, et donc nous devons être la génération de la recon-

quête. C'est ça, l'enjeu qui est devant nous. Donc je pense que nous devons, encore une fois, et le Conseil national et le Premier secrétaire, encore une fois, et je pense que tout le monde en sera d'accord, continuer à faire des propositions en termes d'accords, en termes de projets. C'est ça qui sera l'enjeu, je pense, encore une fois, de cette élection, et j'espère que les partenaires pourront, pour certains, et d'ailleurs, je pense que tout le monde le dit, sortir d'une forme de suicide quand on voit dans certaines régions qu'à 300 participants, on peut déterminer le sort de 5 millions d'habitants. Je vous remercie.



FANÉLIE CARREY-CONTE

Chers camarades, bonjour à toutes et à tous. Moi aussi, je voudrais aborder quelques points d'actualité à partir de cette même question des réfugiés qui vient d'être abordée par Rachid.

D'abord pour dire une chose simple qui est que, quand on mène la bataille culturelle comme nous l'avons menée sur cette question, eh bien, ça marche. Ça marche ; force est de constater, on l'a vu, les sondages d'opinion qui, progressivement, ont basculé au fur et à mesure que la mobilisation politique montait en puissance sur cette question du nécessaire accueil des réfugiés, et cela vient démontrer, s'il était besoin de le rappeler, que notre rôle, en tant que politiques, n'est pas de réagir en fonction de ce que nous pensons que l'opinion pense, mais à partir de nos convictions, à partir de nos positions, de convaincre, d'argumenter et d'entraîner nos concitoyens.

Mais ça veut dire aussi, je crois, que cette bataille culturelle que nous avons menée là, il faut la mener sur bien d'autres sujets. Il faut notamment la mener sur un certain nombre de sujets économiques, parce que moi aussi, également, je dirai comme mes camarades précédents de la Motion B, qu'il faut en cesser avec cette opposition factice entre questions sociétales d'un côté et questions socioéconomiques de l'autre puisque tout cela est intimement lié.

Et sur ces questions socioéconomiques, il y a à mon sens deux batailles culturelles que nous n'avons pas suffisamment menées, que nous ne menons pas suffisamment, et qui vont nous poser de vrais problèmes à gauche à l'avenir. Je voudrais en citer deux rapidement.

D'abord, la première, c'est sur la question de l'impôt. Moi, je pense, mes camarades, que le discours que nous avons trop intériorisé à l'intérieur de nos rangs du « trop d'impôts » est un discours qui fait du mal à la gauche. Et je pense que nous avons aujourd'hui besoin de réhabiliter le sens d'un impôt citoyen, d'un impôt juste, gage de bien commun et gage de cohésion sociale, et je suis inquiète de voir aujourd'hui que notre politique fiscale s'engage plus à soustraire des gens de l'imposition à travers l'impôt sur le revenu que de remettre en avant la progressivité nécessaire de l'impôt, et je ne reviens pas sur tout ce qui a été dit tout à l'heure sur la question de la réforme fiscale.

Et puis, deuxième bataille culturelle que nous ne menons pas assez au plan économique, c'est sur la question du marché du travail. Mes chers camarades, on peut se le dire entre nous : pourquoi est-ce que nous avons eu le rapport Combrexelle ? Pourquoi est-ce qu'il y a autant de mobilisation politique autour de ce rapport ? Eh bien, parce que là encore, nous avons trop laissé, nous avons trop intériorisé cette idée libérale, cette théorie erronée qui expliquerait que le fort taux de chômage dans notre pays s'expliquerait car il y aurait trop de rigidités sur le marché du travail et au sein du code du travail. Cette idée est fausse. Et je crois, mes chers camarades, et nous pensons, au sein de notre motion, à la motion B, que la position du Parti socialiste aujourd'hui, ce n'est pas simplement d'expliquer que non, nous ne remettons pas en cause le Smic et la durée légale du temps de travail, ça, ce n'est pas une position, ça s'appelle la moindre des choses quand on est de gauche et quand on est au Parti socialiste. Moi, je crois que notre rôle aujourd'hui et notre position, c'est de battre en brèche cette intériorisation de cette théorie libérale, au nom de laquelle on sait très bien qu'il y a un vrai risque aujourd'hui de détricotage d'un certain nombre de droits sociaux.

Je reboucle pour revenir, et je finirai là-dessus, sur ce que je disais au début sur la question de l'accueil des réfugiés.

Maintenant que nous avons mené cette bataille culturelle, nous avons un devoir aujourd'hui, nous avons un devoir majeur, on le sait, c'est que les choses se passent bien sur le terrain, parce que nous savons que tous les efforts que nous avons faits seraient à mal si l'accueil se passait mal, et donc, du coup, il y a évidemment un vrai travail de suivi - je fais le lien avec l'intervention de Pierre Cohen au début du CN -, de suivi sur le terrain aux côtés des maires, des acteurs locaux et des associations pour que les choses se passent le mieux possible. Mais il y a autre chose que je voudrais dire. Ce que je voudrais dire, c'est que je pense que nous avons absolument besoin aujourd'hui d'agir fortement contre cette idée, qui peut d'ailleurs devenir une réalité, pas seulement une idée, de concurrence entre les publics et de choix à faire entre les différentes précarités. Il faut que nous disions très fortement que la France est une terre d'accueil et une terre d'asile, mais que ça doit aussi, évidemment, être une terre d'égalité pour toutes et tous. Et profiter de cette mobilisation politique sur l'accueil des réfugiés, eh bien pour lancer une mobilisation beaucoup plus forte sur la lutte contre l'ensemble des précarités, sur les questions d'hébergement d'urgence, sur la question des travailleurs pauvres, sur la question du logement au moment où on sait qu'il y a des inquiétudes aujourd'hui sur la remise en cause des aides à la pierre. Donc, je crois que c'est sur toutes ces questions-là que nous devons agir, et là, on va aussi faire le lien avec les engagements budgétaires.

Je voudrais juste nous rappeler une parole, une parole qui a été la parole du Premier ministre au lendemain des attentats de janvier, qui a dit, on peut débattre du terme, moi je ne suis pas d'accord avec ce terme, mais qui a parlé d'apartheid, qui a été vécu par un certain nombre de concitoyens dans un certain nombre de quartiers. Nous avons un rendez-vous avec ces personnes, nous avons un rendez-vous, nous avons qualifié la vie de nos concitoyens en leur disant qu'ils vivaient dans des conditions extrêmement difficiles, qu'ils étaient dans un apartheid. Maintenant, la balle est dans notre camp, et il va falloir qu'au moment de nos engagements budgétaires, il y ait des traductions extrêmement fortes pour que, sur toutes ces questions de précarité, nous soyons à la hauteur de

la parole que nous avons eue en direction d'un certain nombre de nos concitoyens, notamment au moment des attentats de janvier.

Et je finirai sur une chose, parce que je crois qu'il y a un certain nombre de débats qu'il va falloir que nous continuions à avoir entre nous, notamment sur ces questions de politiques migratoires. Oui, le droit d'asile est une spécificité qu'il faut absolument garder. Mais moi, je nous mets en garde contre quelque chose. Je nous mets en garde contre le fait que le respect du droit d'asile aurait pour corollaire un durcissement de nos politiques en matière de migration économique. Je crois qu'il faut que nous fassions extrêmement attention à cette lecture qui voudrait qu'il y ait, d'un côté, le bon réfugié politique, et d'un autre côté, le mauvais réfugié économique. Je crois que si cette lecture s'installait, nous ne serions pas du tout à la hauteur des traditions d'accueil de notre pays, donc là, je crois qu'il y a une vigilance particulière à avoir.

Dernière vigilance à avoir, ça a été dit tout à l'heure, c'est sur le projet européen. Si l'on veut être crédible et efficace sur le projet européen, on ne peut pas, d'un côté, s'indigner, à juste titre, des barbelés de Orban en Hongrie, et nous, expliquer qu'on va refaire des frontières à Vintimille ou ailleurs.

Là encore, dernier élément, je crois que ça a été évoqué par Yann Galut de la motion D tout à l'heure, sur la question des accords de Dublin. Aujourd'hui, le règlement de Dublin ne fonctionne pas, le règlement de Dublin pose des problèmes, le règlement de Dublin implique que ce sont certains pays qui assument une grande partie aujourd'hui du travail sur l'accueil des réfugiés du droit d'asile, et donc je crois qu'il faut que nous ayons un discours, et malheureusement, je ne l'ai pas entendu non plus dans les discours du gouvernement cette semaine sur la question des réfugiés, qui remette en cause très fortement cette logique de Dublin, sans quoi je crois que nous n'arriverons pas à avancer correctement sur cette question.

Voilà, je crois, quelques débats et combats qui sont, à mon sens, encore devant nous. Merci.





Merci. On a, dans l'histoire, entendu parler des Montagnards et des Girondins, de la première gauche et de la deuxième gauche. Et je lisais il y a quelques jours qu'il y aurait une gauche culturelle à laquelle nous nous adresserions et une gauche sociologique à laquelle nous aurions cessé de parler. Moi, je crois qu'il faut absolument récuser cette séparation, et que c'est une séparation qui est dans la bouche d'un camarade, qui alimente, en fait, probablement involontairement de sa part, mais qui alimente le discours du bloc réactionnaire. C'est alimenter l'idée que nous ne nous préoccupons pas des catégories populaires et des classes moyennes mais que nous serions uniquement dans un discours de bons sentiments à l'égard des réfugiés. Ce n'est pas le cas, je ne pense pas que c'est ce que voulait dire notre camarade, mais quand même, c'est une petite musique qu'on entend, que Zemmour a asséné pendant des années et des années sur le service public de l'information, et ça a donné un succès de librairie au bouquin de Zemmour l'an dernier. Donc, soyons nous-mêmes attentifs à ne pas alimenter ce type de rhétorique.

De même qu'effectivement, on voit dans la presse, là, y compris émanant de notre propre camp, le camp du progrès humain, une forme de mise en compétition, Fanélie vient d'en parler, des publics de la précarité. Non, ce n'est pas parce qu'on fait s'exercer un droit pour ceux qui relèvent du droit d'asile qu'on supprime des droits des SDF ou des Roms qui sont des citoyens de l'Union européenne et qui ne relèvent évidemment pas de l'accueil dans les centres pour demandeurs d'asile.

Cette rhétorique-là, elle dénote, chez ceux qui continuent à la tenir, et ça fait plusieurs années qu'ils la tiennent, une forme de mépris, quand même, pour les catégories

populaires qui seraient sommées de ne pas avoir de fraternité, de sentiments, de solidarité internationale, et qui ne seraient préoccupés que par le fait de surmonter leurs difficultés économiques, qui sont réelles. C'est une forme d'oubli de ce dont est faite l'histoire du mouvement ouvrier, et même les paroles de l'Internationale, qui pourtant sont entonnées régulièrement à l'occasion de nos congrès ou de nos rassemblements. C'est ignorer aussi que la population française, et donc les catégories populaires et les classes moyennes dans ce pays, eh bien aujourd'hui, un Français sur quatre a au moins un de ses grands-parents qui est issu de l'immigration, qui est donc étranger. Et que donc, quand on parle des prolétaires, des ouvriers ou des classes moyennes, on parle à la fois de Solange et de Soraya, de Malek et de Laurent, et que personne ne fait la distinction dans ces catégories, dans cette gauche qui serait sociologique, à part ceux précisément qui utilisent cette distinction. C'est aussi, d'une certaine manière, trouver inutile la clarification essentielle que le mouvement qu'a fait le Parti socialiste derrière le Premier secrétaire au congrès de Poitiers, mais aussi derrière le président de la République à la fin de l'été, ça a opéré une clarification chez nos adversaires, j'allais dire chez tous nos adversaires, parce que ça a mis un fouillis incroyable à droite, et que ce n'est pas inutile, quand on prépare des élections régionales, et que ça a aussi opéré une clarification dans le discours du Front national, qui finissait par faire semblant de s'intéresser à la fonction publique, faire semblant de s'intéresser aux ouvriers, aux salaires, aux travailleurs pauvres, alors qu'en fait, ça a permis de retrouver la pureté initiale et originelle du discours du Front national et c'est aussi une clarification utile. C'est aussi oublier que nous avons, effectivement, anticipé, à la fois au gouvernement et dans le Parti, la grave, grave crise humanitaire à laquelle nous sommes confrontés. Et effectivement, c'est ce gouvernement, et ce n'est pas la droite, et ce n'est pas non plus l'extrême gauche qui ont porté une réforme délimitée de l'asile qui fait qu'on va raccourcir les délais d'inscription et qu'on va accueillir de manière solidaire sur tout le territoire français. Et ça, excusez-moi mes camarades, mais c'était dénoncé par une partie de la gauche aussi, et c'est pourtant ce que nous appelons de nos vœux pour toute l'Europe.

Alors oui, Christian, il faut éviter d'alimenter des clivages artificiels entre nous, et je dirais que c'est la raison pour laquelle, foin des 35 heures, la clarification, elle a été faite, à la fois dans le Parti et par le président de la République. N'épilouons pas, ne refaisons pas, n'exagérons pas des débats qui n'ont pas lieu dans nos rangs de manière aiguë. Par exemple, sur la fonction publique, il y a eu des mises au point, pas plus tard qu'hier, du président de la République en personne. N'oublions pas, ne soyons pas cette gauche hémiplegique qui oublierait qu'on peut à la fois ne pas transiger sur les valeurs, accueillir les réfugiés et, en pleine crise, avoir des conquêtes sociales, rétablir la retraite à 60 ans, lutter contre les déserts médicaux, lutter contre les déserts syndicaux, faire la prime d'activité pour les travailleurs pauvres. Voilà, nous tenons les deux bouts de la chaîne, et c'est parce que nous avons, ensemble, rédigé la charte pour le progrès humain que, socialistes conséquents, nous agissons, convaincus et convaincants.



Chers amis, chers camarades, bonjour à toutes et à tous. Permettez-moi de vous dire deux mots dans un premier temps sur un travail collectif effectué par les jeunes socialistes ces derniers mois autour de la priorité jeunesse. C'est un livre que nous publions en ce moment. Vous pouvez d'ailleurs l'acheter cet après-midi, il ne coûte que 5 euros. Je vous encourage à l'acheter mais surtout à le lire, parce qu'il regorge d'idées pour inspirer la politique de la gauche à toutes les échelles en direction des jeunes d'ici 2017, mais aussi au-delà.

Nous l'avons écrit pour dire d'abord que les mesures prises par le gouvernement en direction des jeunes sont sans commune mesure avec la passivité absolue de la droite dans ce domaine. Vous les connaissez, je ne vais pas les citer ici. Je parlerai juste tout de suite de la prime d'activité ouverte aux moins de 25 ans, qui changera la vie de millions de jeunes à partir de janvier 2016, et qui est pour nous aussi une brèche ouverte dans l'exclusion actuelle des jeunes des minima sociaux.

Mais nous avons aussi écrit ce livre, vous vous en doutez, pour dire qu'un ensemble de bonnes mesures ne résulte pas nécessairement dans une grande transformation. Nous disons dans cet ouvrage que les jeunes ne pourront aller mieux dans une société où chaque année les inégalités se creusent. Nous disons que si les emplois d'avenir sont une réussite et qu'ils signifient pour de nombreux jeunes le retour vers l'emploi, notre génération verra seulement son taux de chômage baisser significativement quand nous créerons massivement des emplois en France, et nous disons aussi que la robotisation de l'indus-

trie ainsi que la croissance faible que nous connaissons doivent nous amener à réfléchir à un nouveau partage du temps de travail qui permette à chacun d'avoir un emploi et en vivre dignement.

Nous disons que si les jeunes subissent la précarité, ce n'est pas parce qu'ils sont moins employables, c'est la génération la plus qualifiée de l'histoire, mais c'est parce que l'affaiblissement des règles collectives, c'est parce que le dumping social touche d'abord ceux qui entrent en ce moment sur le marché du travail. C'est pourquoi nous demandons, non pas la multiplication des CDD mais la surtaxation des contrats courts, car ceux-ci empêchent trop de familles de se projeter vers l'avenir.

Nous disons enfin que si nous souhaitons que les jeunes prennent à part entière leur rôle de citoyen et défendent les valeurs de la République, alors il faut leur accorder les mêmes droits qu'aux autres, notamment en leur donnant accès au RSA. Oui, oui la gauche a mis en place la garantie jeunes qui est un excellent dispositif, mais elle ne touchera en 2017 que 100 000 jeunes. Et la question qui se pose, ce n'est pas tant de donner accès aux jeunes à des droits spécifiques pour eux, mais c'est d'abord de les faire entrer et de les faire accéder aux droits communs, les mêmes droits pour les mêmes citoyens. C'est ainsi que nous intégrerons pleinement les jeunes à la République et c'est peut-être cela le vrai contrat de génération, celui de la confiance et du respect mutuel entre les générations.

Bref, à l'heure où ma génération s'abstient à quasiment 70 % aux dernières élections, nous avons voulu en tirer un portrait, celui de la réalité de son vécu pour vous dire à quel point, oui, elle a besoin des socialistes et elle a besoin de la gauche, mais aussi à quel point les socialistes ont besoin de ses idées et de son énergie pour espérer gagner demain.

Et je ne pourrais parler de jeunesse sans dire deux mots sur la situation en Europe pour terminer. Nous le disions déjà en 2012, l'intégration européenne n'a pas de sens si elle ne permet pas à ma génération de vivre mieux que la précédente, comme elle l'a signifié par le passé. Or aujourd'hui, mes chers camarades, ce n'est pas le cas. Depuis des mois, avec les jeunes socialistes européens, nous demandons que les considérations humaines priment enfin sur les considérations budgétaires en Europe. Mais force est de constater que ça n'a été ni le cas sur la question de la dette en Grèce, ni le cas aujourd'hui sur la question des réfugiés, bien évidemment. Et à voir la coalition conservatrice qui se dresse aujourd'hui entre les pays qui ne souhaitent pas accueillir des réfugiés, il faut que nous soyons capables de construire une contre-coalition, une coalition progressiste en Europe, prête à renverser la table, parce que de toute façon, aujourd'hui, sur cette question, vous me l'accorderez, nous avons peu à perdre à tenter quelque chose mais beaucoup à perdre à attendre et ne rien faire.

Et nous avons aujourd'hui plus d'alliés que nous

en avons en 2012 en Europe, et j'espère d'ailleurs qu'après les élections en Grèce, en Espagne et au Portugal dans les semaines qui viennent, nous en aurons encore davantage. C'est aussi valable pour la France d'ailleurs, nous ne pouvons aujourd'hui nous permettre d'être divisés entre progressistes, ça a été dit longuement aujourd'hui, tant les ultralibéraux et les nationalistes sont organisés et nombreux. Et il faut, pour que ce rassemblement soit possible, que nous soyons capables de nous parler et d'en débattre sereinement, effectivement sans siffler mais aussi sans faire référence à l'affaire Dreyfus, je pense que tout le monde s'en portera d'autant mieux.

Et la bonne nouvelle dans ce brouillard européen, et j'en termine, c'est que le réveil de la gauche en

Europe, il est palpable, et que notre rôle en tant que Parti socialiste, le parti de la gauche au pouvoir dans l'un des pays les plus influents en Europe, c'est d'en faire partie, c'est d'apporter, comme nous l'avons fait, notre soutien à Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, c'est d'apporter notre soutien à tous les progressistes en Grèce pour qu'ils puissent continuer à gouverner demain, c'est d'apporter notre soutien aux socialistes espagnols en Espagne mais aussi à tous les progressistes de ces pays qui souhaitent une réorientation profonde de l'Union européenne, parce que cette grande coalition de la gauche en Europe est la seule manière de sortir de cette paralysie généralisée de l'Union et de redonner à ma génération un espoir dans le projet européen. Merci.



EMMANUEL MAUREL

Mes chers camarades, je brûle de réagir aux propos d'Henri Weber et de Sandrine Mazetier, mis je partirai quand même d'un diagnostic commun, c'était celui de Guillaume Bachelay, c'est vraiment des faits : nous assistons à une crise historique du projet européen, qui s'est manifestée de façon spectaculaire avec la crise grecque avant les vacances, et qui se manifeste aujourd'hui avec la crise des réfugiés. Je tiens à rassurer celles et ceux qui voient des clivages parmi nous, je fais partie de la délégation socialiste française au Parlement européen, qui est présidée par Pervenche Bérès, et nous nous battons pied à pied, pas seulement contre la droite, mais aussi contre certains de nos propres amis sociaux-démocrates, notamment parmi les pays de l'Est, pour porter la voix de la France, le choix de la France d'accueillir solidairement tous les réfugiés et tous les migrants. Alors, s'il vous plaît, pas de conflit là-dessus, pas de mauvaise polémique, ce serait mal venu.

En revanche, c'est vrai que nous devons prendre des initiatives, c'est vrai que la France doit prendre des initiatives. Ce n'est pas toujours facile parce que le rapport de forces ne nous est pas favorable, et puis parce que nous ne sommes pas forcément très précis sur ce que nous voulons faire. Quand nous disons : il faut approfondir l'in-

tégration dans la zone euro, je pense qu'il y a un risque de fuite en avant si nous ne conditionnons pas la poursuite de l'intégration à un certain nombre d'exigences fortes : exigences sur l'harmonisation fiscale, et c'est aujourd'hui un débat fondamental Europe, exigences sur l'harmonisation sociale, et là aussi, il y a beaucoup de progrès à faire.

Mais, et Laura vient de le dire, elle a raison, nous avons des alliés. Nous avons des alliés dans la gauche européenne, pas forcément issus de la social-démocratie, mais nous avons aussi des alliés au sein de la social-démocratie bien évidemment. C'est pourquoi je pense qu'il faut parler de la victoire de Jeremy Corbyn. Je sais qu'il est de bon ton, même ici parfois, de relativiser l'importance de ce vote ou de trouver des raisons purement nationales. Oui, c'est vrai, le Labour a été traumatisé par la guerre en Irak. Oui, c'est vrai, les adversaires de Corbyn étaient particulièrement nuls. Oui, c'est vrai, le Labour n'est pas le parti socialiste français ou le PSOE, et ça s'explique.

Je vois bien qu'il y a peu d'enthousiasme, mais je pense qu'on peut quand même en tirer des leçons et regarder ce qui s'est passé. D'abord, le vote a été très important, populaire, jeune, mais il y a incontestablement, cher Henri Weber, une aspiration à l'authenticité, à la clarté, à une gauche qui ne tourne pas le dos à son histoire, qui ne tourne pas le dos à ses valeurs, qui est fière, qui s'assume, qui assume sa grille de lecture de la société, qui assume sa vision de monde. Et vous savez, quand on interrogeait les ouvriers et les jeunes étudiants qui ont voté pour Corbyn, ils disaient plusieurs choses. Ils disaient : nous sommes las des communications sophistiquées, nous sommes las aussi de ce qui était la spécialité du Labour (mais hélas, ce n'est pas que du Labour), de ces obsédés de la triangulation, qui considèrent que, pour être de la gauche moderne, il faut sans arrêt reprendre les analyses et les mots de la droite.

Eh bien oui, il y a une lassitude par rapport à ça. Et cette lassitude, cher Henri, elle ne s'exprime pas seulement

en Grande-Bretagne. Ce qui me surprend chez des analystes aussi pointus que toi ou Alain Bergounioux, c'est que vous ne soyez pas capables de constater qu'il y a un nouveau cycle pour la gauche. Il y a un nouveau cycle qui s'est exprimé en Grèce, en Espagne, en Grande-Bretagne, et même aussi aux États-Unis. Et ce n'est pas un mouvement de radicalisation, c'est un mouvement de retour aux racines authentiques de la gauche qui s'assume et qui a compris que face à la mondialisation libérale, il n'y aurait rien de pire que de se cantonner aux thèses blairistes, qui sont non seulement dépassées, mais qui conduisent à l'échec.

Et franchement, entre nous, je sais qu'il ne faut pas parler d'Emmanuel Macron dans cette réunion apparemment, et Sandrine a dit : « *Oui, mais attention, pas de faux clivage entre nous* », mais enfin quand même, il est ministre de l'Économie. Il a quand même un trouble obsessionnel compulsif. Dès que Jean-Christophe Cambadélis organise une réunion, il faut qu'il sorte une provocation juste avant. Il y a une sorte de tentative de sabotage. Mais, chère Sandrine, il faut quand même le prendre au sérieux parce que c'est sérieux. Je ne considère pas que le nec plus ultra du Parti socialiste, ce soit de remettre en cause les 35 heures, le Code du travail, la fonction publique, et de dire après : « *Non, mais en fait, c'était juste une boulette* », et d'ailleurs l'exécutif n'est pas d'accord, et Jean-Christophe Cambadélis va le sermonner, il le fera certainement à la sortie de ce CN, et on dira : « *Circulez, y'a rien à voir* ». Non, c'est trop simple. Et en même temps, c'est trop grave.

Henri Weber nous disait : « *Attention, si c'est la droite qui arrive, vous allez voir ce que les enseignants vont prendre*

». Je m'excuse, mais les enseignants ne sont pas forcément rassurés quand ils entendent le ministre de l'Économie d'un gouvernement de gauche leur expliquer que leur statut doit être remis en cause. C'est ça, le problème. Et franchement, cher Henri, tu nous dis : « *Attention à ce mot de la déception* », et tu nous mets en garde. Tu dis : « *Nos électeurs, il faut les mettre en garde parce que, avec nous, c'est comme ça, mais avec la droite, ce sera pire. Donc nous, c'est mieux que si c'était pire.* » Mais franchement, tu crois qu'on va faire la campagne en disant : « *Nous, on diminue les dépenses publiques de 50 milliards, mais la droite le ferait de 150* » « *Nous, on va détricoter gentiment le Code du travail, mais la droite le fera méchamment.* » Franchement, ce n'est pas sérieux, ça ne marche pas comme ça.

Alors, chers camarades, et j'en finis par là, je suis d'accord, comme Jean-Christophe Cambadélis, les valeurs, c'est important, et rappeler nos valeurs, c'est important. Mais en même temps, les valeurs, surtout quand on est au pouvoir, ça doit inspirer notre action, ça doit s'incarner, ça doit donner des résultats concrets, tangibles, sinon, ce n'est que des mots, des mots et des mots. Et si ce n'est que des mots, alors nos électeurs, ceux qui sont déçus, parce qu'il y en a, ou ceux qui pourraient revenir à nous mais qu'il faut convaincre, considérerons que nous nous contentons d'être dans la langue morte.

Alors, si on ne veut pas les décevoir, il faut le sursaut. Le sursaut, il est possible, mais ça devient urgent. Merci, chers camarades.



NICOLAS BRIËN

comme le Parti socialiste. Parce que la crise agricole, c'est la crise du monde paysan. Le monde paysan, c'est le monde du travail, mes camarades : la souffrance au travail avec des suicides parfois, le travail précaire avec plus de la moitié des agriculteurs qui vivent avec un salaire en dessous du SMIC.

Mes camarades, nous sommes à un tournant. On a face à nous un choix de société. Ces tracteurs, ce n'est pas juste l'énième soubresaut du monde paysan, c'est un vrai choix de société.

Je vais citer quelque chose, mes camarades, que mes collègues du Cantal, de l'Ardèche, du Tarn-et-Garonne connaissent bien, c'est que l'ensemble des élevages sur le territoire français a plus de cinquante ans. Alors, je rassure tout de suite les quelques camarades parisiens qui sont dans la salle, une vache, ça ne peut pas avoir cinquante ans, je parle bien des éleveurs. Les éleveurs ont donc plus de cinquante ans.

Mes chers camarades, ça tiendra en deux mots : crise agricole. Est-ce qu'on est capable de louper un éléphant dans un corridor ? C'est impensable. Est-ce qu'on est capable de louper mille tracteurs dans les rues de Paris ? C'est impensable. Et pourtant, c'est ce qu'on est en train de faire aujourd'hui. On ne parle pas de la crise agricole, et c'est grave pour un parti

Cela veut dire que, dans les quinze ans qui viennent, on a la moitié de nos vaches, de nos moutons, de nos chèvres, qui vont changer de main. On a donc un choix de société en face de nous : est-ce qu'on veut que ça passe des mains de paysans à des mains d'autres paysans ? Ou est-ce qu'on veut que ça passe des mains de paysans aux mains des industriels ? Est-ce qu'on veut des fermes des Mille Vaches ? Ou est-ce qu'on veut une agriculture paysanne ?

C'est un choix de société essentiel parce que, mes camarades, dans mon département, chaque année, c'est 300 emplois directs liés à l'agriculture qui disparaissent. Tous, toutes, dans cette salle, le jour où il y a une usine de 300 salariés qui disparaît, on est mobilisé, on est levé. Eh bien, prenons garde à ces emplois paysans qui partent, qui disparaissent tout doucement. A l'heure où nous voulons inverser la courbe du chômage, c'est quelque chose d'absolument fondamental.

Alors, mes camarades, je trouve dommage que nous n'ayons pas parlé de cette crise agricole au sein du Parti socialiste, que nous n'ayons pas porté une réflexion. Pourquoi ? Parce que le bilan du gou-

vernement n'est pas mauvais en la matière. Quand j'entends Stéphane Le Foll porter le concept d'agro-écologie pour la première fois depuis des dizaines d'années, je suis fier de mon ministre de l'Agriculture. Quand j'entends le président de la République porter l'engagement d'amener à 75 % du SMIC les petites retraites agricoles, je suis fier de mon président de la République.

Portons ce bilan du gouvernement, et surtout portons-le à l'intérieur du Parti socialiste pour apporter une réponse à ces paysans, parce que si nous n'apportons pas de réponse à ces paysans, qui le fera ? Le Front national, la Marine. Et ça, personne ne le souhaite.

Alors, je terminerai par un proverbe du canton de Marcellat-en-Combraille, cher Jean-Christophe Cambadélis : après chaque élection, on nous dit : « *On t'a mis le bulletin, à toi le chagrin* ». Eh bien, mon cher camarade, les militants socialistes ont mis le bulletin, à toi le chagrin, le chagrin d'organiser une réponse socialiste à la crise du monde paysan.



CHRISTOPHE BORGEL

mieux que si c'était pire. Le problème, c'est de savoir si l'on peut faire une politique qui tout à la fois modernise notre pays sans défaire notre modèle social. Le problème est de savoir si la modernisation du pays, dans la bouche de certains de nos camarades, doit forcément rimer avec la destruction de tout ce qui fait la réalité des protections que l'Europe s'est donnée dans son histoire et que la gauche a porté.

Donc, le débat n'est pas de dire : nous faisons 50 milliards, et les autres, c'est pire parce qu'ils font 150. Nous faisons 50 milliards parce que nous estimons que c'est ce qui est supportable comme économies, et nous croyons que c'est nécessaire d'en faire au regard de ce que nous ne voulons pas détruire, au regard de ce que nous voulons préserver, au regard de ce que nous voulons construire, parce qu'il y a pas eu que de la préservation, mais aussi un certain nombre d'acquis sociaux nouveaux depuis le début de ce quinquennat. Donc, le problème n'est pas de dire : 50 milliards, c'est mieux. 50 milliards, on peut le discuter, mais c'est ce qui a paru au gouvernement de la France et à la majorité parlementaire qui le soutient l'effort supportable en termes de baisse de nos dépenses publiques, compatible avec la politique d'équilibre que nous voulons porter, qui tient compte à la fois de cette nécessité, de la nécessité du combat pour le redressement de la machine productive du pays et en même temps du combat pour la justice sociale et l'égalité. Donc, évitons, dans nos réponses, et on a besoin de le faire, ces éléments de caricature.

Chers camarades, avant d'évoquer les élections régionales et la question de la division dans ces élections, un mot après la réponse d'Emmanuel à Henri, le débat qu'il noue avec Henri et Alain. Le problème, Emmanuel, ce n'est pas d'aller devant les électeurs en disant : c'est

J'en viens à ce qui est le cœur de mon propos. La question des élections régionales et la bataille pour l'unité. Mes camarades, nous abordons ces élections dans la division, dans, parfois, la fragmentation de la gauche et dans la dispersion de son expression. J'ai lu, avant ce Conseil national, que cette division pouvait s'expliquer par la déception. Je dois être un esprit bien simple. Moi, je le dis devant le Conseil national de notre parti, il y a deux régions : le Nord/Pas-de-Calais-Picardie et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans lesquelles je ne vois aucune explication, aucune justification, aucune raison valable pour que ceux de nos partenaires de gauche qui ont choisi sciemment la fragmentation, prenant le risque de faire élire dans les deux régions un membre de la famille Le Pen, le fassent. Ni la déception ni les désaccords nationaux. Ces désaccords et cette déception, ils ne nous empêchent pas, encore aujourd'hui, mes camarades, dans ces régions, de voter des dernières résolutions dans les dernières réunions de l'exécutif de ces régions. Et on voudrait nous expliquer que l'éloignement est tel qu'il faut offrir aux électeurs de gauche la division ? Mais, mes camarades, ce n'est pas ce que demandent les électeurs de gauche, ce n'est même pas ce que demandent les électeurs de ces formations.

Nous avons eu la semaine dernière deux sondages, dont l'un réalisé pour le journal L'Humanité, et donc, a priori, pas favorable à nos thèses, et l'autre pour le site Atlantico, encore moins favorable à nos thèses. Dans les deux cas, ils soulignent l'aspiration au rassemblement des électeurs de gauche, ils soulignent l'aspiration au fait que nous soyons dans ce rassemblement ; 2 % des électeurs écologistes estiment que le bon chemin pour aller à la bataille de ces régionales, c'est le rassemblement entre le Parti de gauche et Europe Écologie les Verts, entre le Front de gauche et Europe Écologie les Verts.

Cette mélenchonisation, au sens où l'objectif c'est d'abord de faire mordre la poussière aux socialistes, elle a des conséquences directes. Oui, mes camarades, le Parti socialiste, avec Pierre de Saintignon en Nord/Pas-de-Calais/Picardie et Christophe Castaner en PACA, sera incontestablement en tête du premier tour. Je n'ai aucun doute là-dessus. Mais la question, c'est : même si le total gauche est à la même hauteur que le Front national et la droite, quand la première liste de gauche est dix points derrière, est-ce que nous avons encore des chances de l'emporter dans le second tour ? Il vaut mieux être quatre points derrière dans la dynamique électorale de premier tour, dans une réalité politique qui est celle du tripolaire, de la droite, de la gauche et du Front national, et aller chercher les abstentionnistes qu'être douze points derrière et de devoir rassembler une gauche émietée qui s'est mise sur la figure tout au long du premier tour.

Alors, oui, nous avons une responsabilité, et j'ai entendu, notamment dans ce Conseil national, l'intervention de notre camarade Frédéric Vigouroux qui dirige la campagne en PACA, nous avons une responsabilité dans cette campagne, c'est de nous adresser aux électeurs de gauche indépendamment de ce que font tel ou tel appareil. Vous savez, on a nos propres responsabilités, mais nous devons dans cette campagne être ceux qui portons inlassablement l'exigence d'unité, qui dans ces deux régions, disons qu'il n'y a aucune justification à la division, que nous sommes capables d'être assis ensemble pour mener la bataille contre la droite et le Front national et pour que la gauche continue sa politique dans

ces régions malgré des désaccords au plan national. Et nous ne voulons pas le faire dans un rapport à ces partis ou aux quelques militants qui ont participé au vote... J'avoue que les bras m'en tombent pour ne pas dire plus, l'énerverment me prend quand je vois qu'on nous fait des leçons. Mon homologue disait : « Je ne monterai pas à bord du Titanic », au mois de juillet, et ils viennent de décider la désunion avec moins de 200 votants. C'est 200 militants qui décident à eux seuls que, dans la région où il y a Calais, c'est la division qui doit l'emporter ? Et c'est de ces camarades qu'on devrait recevoir la leçon sur ce que doit être l'avenir de la gauche ?

Donc, par-delà les choix des formations politiques, nous devons sans sectarisme, mais avec la netteté de ceux qui sont certains que le chemin qu'ils indiquent est le bon, appeler à l'unité.

Et puis dans cette campagne, il nous faut maintenant monter le volume des coups que nous portons à notre adversaire, la droite, à notre ennemi, le Front national. Mes camarades, nous avons une droite qui s'est montrée, dans le débat sur les réfugiés, sans boussole pour la plupart d'entre eux, et sans rivage pour l'essentiel, en particulier le président du parti Les Républicains. Sa seule cohérence, à l'ancien président de la République, c'est sa résonance avec les thèses du Front national. Sa seule recherche en permanence, c'est de montrer qu'il y a une possibilité de faire le pont. Et comment s'étonner, dans un sondage qui va paraître demain, que plus de la moitié des électeurs de droite, les deux tiers des électeurs du pays estiment qu'il n'y a plus de différence entre le Front national et le parti des Républicains sur la sécurité comme sur la question des migrants et des réfugiés ?

Mes camarades, il faut, dans ce moment où la droite est sans rivage et sans boussole, porter des coups, pas simplement sur la question des réfugiés, mais sur ce qu'ils vont détruire s'ils arrivent au pouvoir. C'en est fini du pass Navigo à tarif unique en Île-de-France, c'en sera fini de la gratuité des livres, c'en sera fini des tarifs sociaux sur les cantines scolaires, c'en sera fini de l'aide à l'ensemble des scènes dans les régions théâtrales, à l'ensemble des festivals. Et ce n'est pas simplement un fantasme, c'est la réalité de ce qu'ils font depuis 2014 et 2015 dans les collectivités qu'ils ont conquises.

Enfin, un mot, et je conclurai par là, sur le débat du vote républicain. On a beaucoup évoqué un propos de notre premier secrétaire. Chacun sait ici à quel point, y compris quand on a eu ce débat autour de la 3e circonscription du Lot-et-Garonne et où des camarades, dans ce débat, je pense à Yann Galut ou à Razzy Hammadi évoquaient l'impossibilité d'aller plus loin sur le vote républicain à l'époque, je m'étais exprimé pour dire que je faisais toujours la différence entre ce parti, hier l'UMP, aujourd'hui Les Républicains, et le Front national. Mais je vous le dis, quand j'entends monsieur Estrosi expliquer que les immigrés de ce pays sont une cinquième colonne pour le terrorisme, et Marion Maréchal-Le Pen être obsédée par l'invasion et le grand remplacement, je ne sais pas quoi redire d'autre à un électeur de gauche que : battons-nous vaillamment, ardemment pour que la gauche soit en situation en PACA et en Nord/Pas-de-Calais/Picardie au soir du premier tour, pour être capables, faute d'un rassemblement de premier tour, transgresser les choses, entraîner le mouvement et se rassembler pour l'emporter dans ces deux régions.



Chers camarades, tout à l'heure, Alain Bergounioux a fustigé cette gauche qui passait son temps à critiquer le gouvernement, et il a recueilli quelques-uns de vos applaudissements, non sans tort. Qu'il nous soit autorisé aujourd'hui, au terme de cette semaine un peu singulière, d'indiquer qu'il est tout aussi désagréable, et cela génère un sentiment de lassitude, pour la même gauche, de se voir critiquée par le gouvernement.

On appelle souvent à la solidarité des socialistes avec le gouvernement, et je le dis sans esprit polémique, il faut qu'elle existe aussi en sens inverse. Et on vient de l'évoquer : un ministre anonyme et, paraît-il influent, suggère la fusion des listes socialistes et des listes des Républicains, il piétine ce que tu fais, Jean-Christophe. Quand dans la même semaine, un ministre, cette fois-ci pas anonyme mais tonitruant, poursuit ces déclarations intempestives, il faut que nous soyons lucides, et vous l'êtes tous, j'étais encore ce matin dans ma ville, de la lassitude et plus que cela suscite parmi nos électeurs. Christophe Borgel nous dit à l'instant : « Il faut qu'on mobilise au bouton de veste chacun des électeurs de gauche. » Mais il n'y a pas pire manière que de débiter une campagne des régionales qu'avec ce type de message, qu'avec ce type de message brouillé.

Mais je le dis, pas en me satisfaisant de ça, Christophe, c'est pour ça qu'Emmanuel Maurel, dans une boutade, disait que Jean-Christophe va sermonner Emmanuel Macron. Après les déclarations sur les 35 h, tu nous as dit : « *Je l'ai reçu et j'ai eu une explication avec lui* ». Manifestement, ça ne marche pas, Jean-Christophe. Donc, peut-être qu'il faut, une fois

pour toutes, parce qu'il a très envie de parler aux socialistes, que tu l'invites au bureau national du Parti socialiste (je crois qu'il n'est jamais venu) pour qu'il puisse discuter avec des socialistes et pour qu'il puisse peut-être prendre l'exacte mesure de ce qui se passe quand on est sur le terrain dans une campagne aux régionales, de ce que chacun des messages gouvernementaux, a fortiori quand c'est un ministre qu'on a mis sous les projecteurs, a comme poids, comme influence concrète. Il ne faut pas désespérer les militants, parce qu'ils ne savent pas quoi faire dans un porte-à-porte quand ils viennent parler du programme des régionales et quand, en face d'eux, ils ont des fonctionnaires qui demain vont leur parler des déclarations d'Emmanuel Macron. Je le dis sincèrement parce qu'on ne pourra pas faire la campagne des régionales comme ça.

Je vais être plus rapide sur l'autre sujet de petite lassitude que je voulais évoquer, qui est : comment est-ce qu'on s'y prend au moment où les socialistes, au terme d'un bel effort collectif et de rassemblement, après le congrès, et qui nous a amenés au bureau national du 27 juillet, ont pris des positions claires ? Qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui ?

Lors du dernier bureau national, Jean-Christophe nous a dit : « *Le combat continue.* » On aime bien cette formule, on l'a scandée souvent dans des manifestations, mais concrètement, et comme Jean-Christophe va parler dans quelques instants, c'est une question que je lui adresse : concrètement, comment allons-nous continuer le combat qui est celui de la défense des propositions, Yann Galut les a rappelées, Laurent Baumel les a précisées, que nous avons mises sur la table, non pas pour enquiquiner le gouvernement, mais pour réussir la dernière étape du quinquennat ?

Relancer, rallumer l'investissement public local : nous proposons 2 milliards en 2016 et 4 milliards en 2017, le gouvernement annonce dès à présent 1 milliard.

Conforter le pouvoir d'achat des ménages : nous proposons qu'au 1er juillet, une réduction de la CSG dégressive, soit environ 800 euros par an jusqu'à 1,3 fois le SMIC, c'est-à-dire du pouvoir d'achat concret, le gouvernement propose une baisse de l'impôt sur le revenu à hauteur de 2 milliards d'euros quand la proposition que nous défendions était à hauteur de 8 milliards.

Nous proposons de rendre effectives les contreparties tout en continuant à agir pour la santé et les performances des entreprises en réorientant le CICE, en demandant des contreparties, c'est-à-dire des accords de branche étendus pour bénéficier de la dernière étape des baisses de cotisations patronales, et en plaidant, non pas pour une baisse généralisée de l'impôt sur les sociétés, mais une modulation en fonction de l'investissement.

Tout ce que je viens de vous dire là, ce n'est pas des mesures techno, c'est du signal politique. C'est du signal politique, y compris pour le rassemblement de la gauche parce que ces propositions, là aussi, sont susceptibles de créer les conditions du rassemblement. Et elles sont importantes y compris dans la période des élections régionales.

Alors, le combat continue. Quelqu'un a dit tout à l'heure : « *Il se déplace dans l'enceinte parlementaire.* » Mais, soyons lucides, moi je n'ai pas envie de terminer le débat budgétaire avec un 49-3. Et pas cette fois-ci d'un 49-3 du gouvernement contre quelques frondeurs, mais un 49-3 du gouvernement contre l'entière du Parti socialiste. Ça, ce n'est pas envisageable. Alors, aujourd'hui, on ne peut pas être dans une théorisation des points positifs qui auraient été obtenus après les propositions du Parti socialiste. Qui peut y croire ? Il y a trop loin de la coupe aux lèvres.

Donc, ma question, c'est : comment on continue le combat ? Avec quelques suggestions : ce texte du

27 juillet, c'est un bon texte. On fait des kits militants sur notre position courageuse et offensive sur les réfugiés, faisons des kits militants sur la position courageuse et offensive du Parti socialiste pour qu'elle soit proposée dans toutes les fédérations, pour que tous les députés du groupe socialiste défendent cette position du groupe socialiste parce que, à ce moment-là, le rapport, non pas de forces, mais de persuasion qui doit exister entre le groupe parlementaire majoritaire et l'exécutif, peut-être pourra-t-il permettre de faire bouger les choses. Parce que sinon, c'est non seulement le rôle du Parti socialiste, qui avait été au cœur des enjeux du congrès de savoir si c'est un parti godillot, si c'est un parti fermé pour cause de gouvernement, si c'est un parti capable d'être force de proposition et d'enrichissement, c'est non seulement le rôle du Parti, mais à la limite, ce ne serait pas grave, mais c'est tout simplement les conditions de réussite de la dernière année du quinquennat, et donc de cette gauche que nous aimons tant, qui sont menacées. Alors, j'attends ta réponse, Jean-Christophe : comment va-t-on continuer le combat ?

RACHID TEMAL

Je vous rappelle que, lors du dernier congrès, les militants ont adopté de nouveaux statuts. Il nous faut bien évidemment derrière ça un nouveau règlement intérieur. On a suivi la même méthode que pour les statuts, à savoir une commission de travail qui représentait l'ensemble des motions et les présidents du BNA, la commission des conflits et des contrôles budgétaires.

Je vous rappelle les points essentiels dans ces nouveaux statuts du règlement intérieur : les nouvelles adhésions, donc faciliter l'adhésion, les adhérents thématiques, renforcer le niveau régional (c'est en plus un débat d'actualité), le soutien aux fédérations, renforcer le Conseil économique et social et aussi culturel en y intégrant l'élément les groupes socialistes d'entreprise, et également le fait d'avoir mis aussi en adéquation nos statuts, donc notre règlement intérieur, avec la réalité des statuts de l'outre-mer.

On a également fait en sorte que dorénavant, pour le candidat du PSE, à la Commission européenne, il y ait un vote des militants. Et enfin, la haute autorité d'une part, et pour faire plaisir à Julien et à Florence Augier tout à l'heure, nous intégrons bien évidemment la charte sur le handicap.

Voilà les points essentiels. A l'issue de ce Conseil national, nous adresserons à la fois les statuts, le règlement intérieur à l'ensemble des fédérations pour qu'on puisse derrière cela déployer l'ensemble du dispositif, notamment sur les adhésions, puisque je le rappelle, dorénavant, notre volonté, c'est de faire que, dans vos opérations de porte-à-porte, de marché, on puisse faire des adhérents et qu'à ce moment-là, ils deviennent d'ores et déjà adhérents sans passer par la présentation en section.

Donc, voilà les principaux éléments liés à cette réforme statutaire, et donc le règlement intérieur qui vous est proposé aujourd'hui au Conseil national.

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS DES UNIVERSITÉS PERMANENTES DES CADRES FÉDÉRAUX PS/JS 2015-2016

L'Université permanente s'adresse aux Secrétaires Fédéraux, Délégués(e) Fédéraux, Secrétaires de section, Membres des Conseils Fédéraux, Animateurs/trices départementaux.

L'Université permanente permet de se former à la fois sur les thématiques politiques et des techniques utiles à la vie militante.

La formation se déroule sur 4 week-ends intensifs, 3 au siège du Parti socialiste, le dernier à l'Université d'été.

Coût de l'inscription pour les 4 week-ends : 350 euros règlement à l'ordre du Parti Socialiste.

Calendrier :

- 1^{er} week-end : du vendredi 13 au dimanche 15 novembre 2015
- 2^e week-end : du vendredi 8 au dimanche 10 janvier 2016
- 3^e week-end : du vendredi 11 au dimanche 13 mars 2016
- 4^e week-end : Université d'été 2016

**Les demandes d'inscriptions s'effectuent auprès de votre fédération.
Pour toutes informations, contacter le secteur Formation : 01 45 56 76 13**

Votre dossier d'inscription peut vous être adressé par mail ou courrier.

Les demandes d'inscriptions dument remplies, accompagnées du règlement seront à retourner avant le 9 octobre 2015 à l'adresse ci-dessous :
Parti socialiste, secteur Formation - 10, rue de Solferino, 75007 Paris

L'objectif est qu'un maximum de fédérations soient représentées paritairement.

BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Courriel

Fédération.....

Section

